

SYMPOSIUM

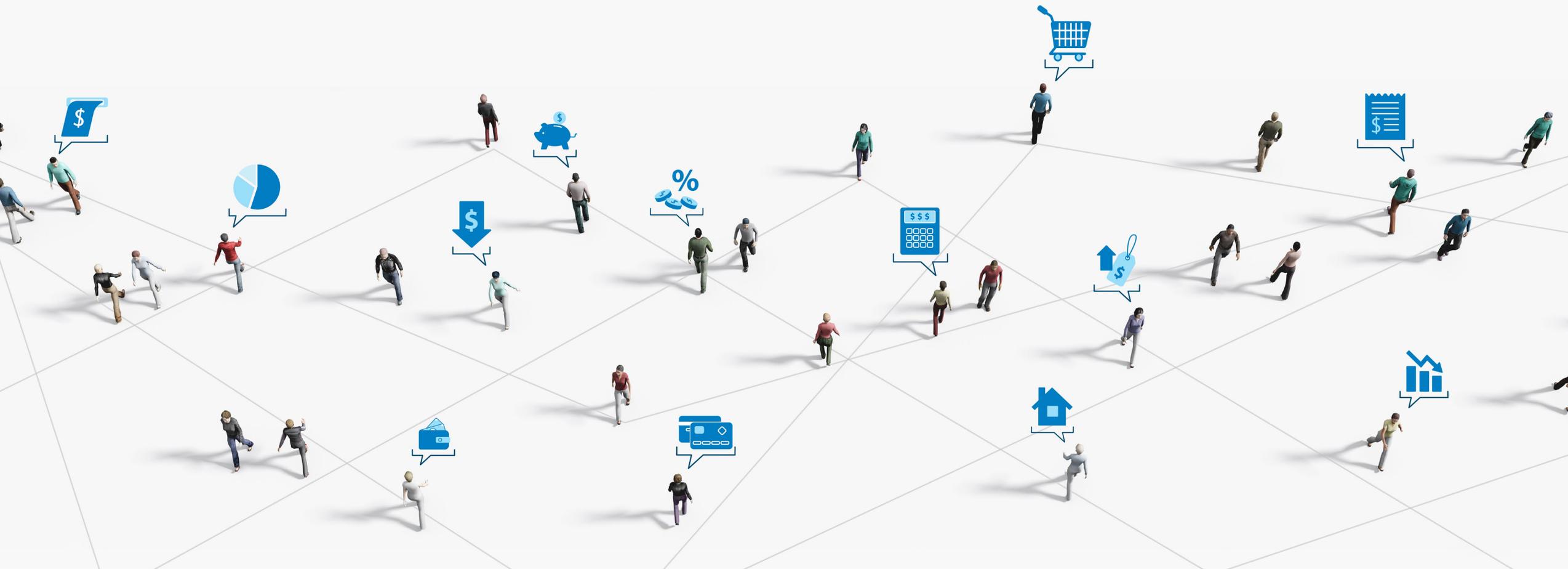
FINANCES PERSONNELLES ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES

Événement présenté par

union
des consommateurs

Avec la participation
financière de

Canada



Bienvenue!

Les vulnérabilités et le filet social



Claude Pinard

Président et directeur général,
Centraide du Grand Montréal

Les vulnérabilités et le filet social

Qu'est-ce que la vulnérabilité?

Qui sont les populations les plus vulnérables?



Les vulnérabilités et le filet social

Présenté par Claude Pinard

Président et directeur général de Centraide du Grand Montréal



Centraide
du Grand Montréal



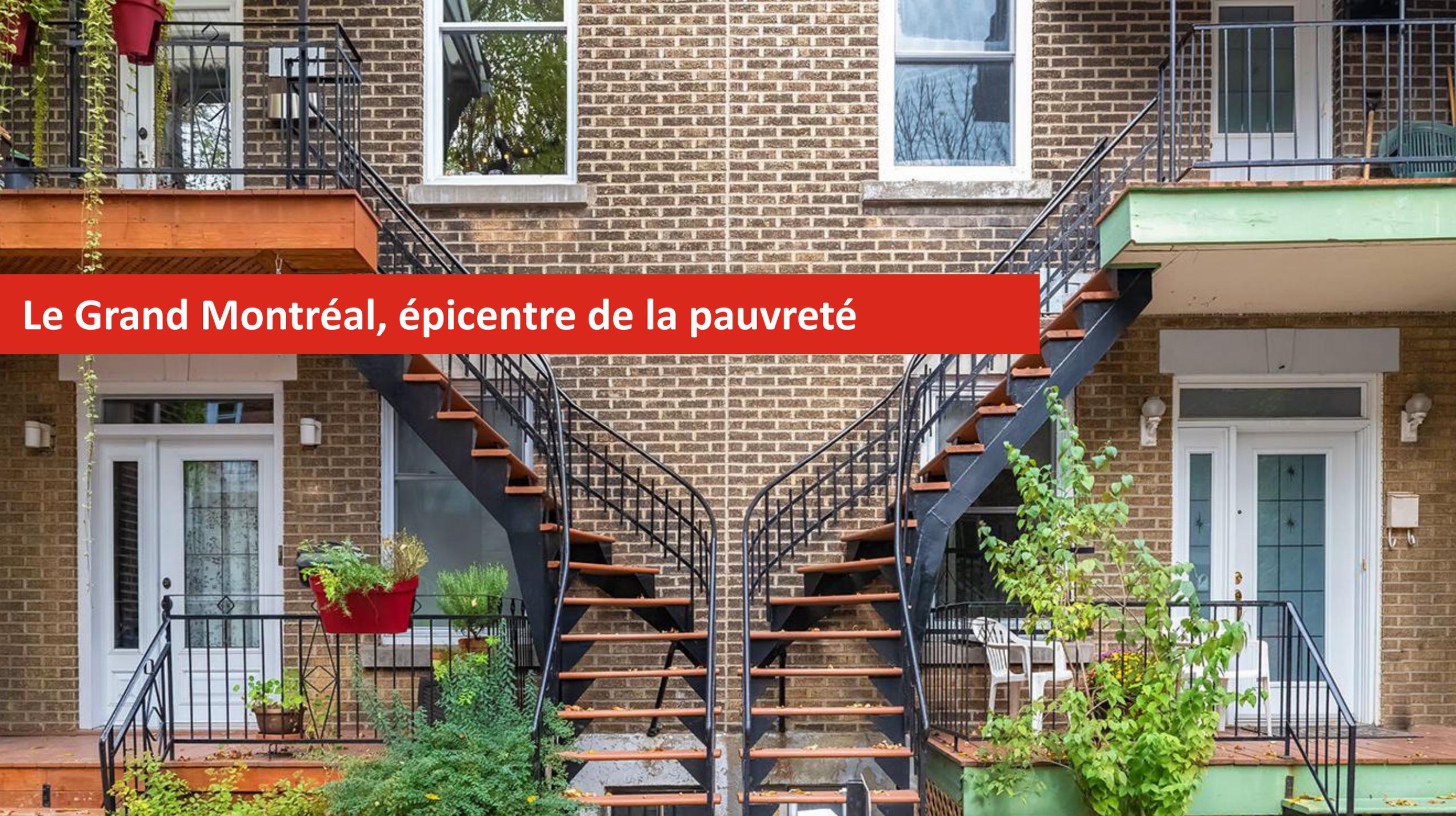
Une pauvreté qui touche de nouveaux profils



Une précarité en forte augmentation



Centraide
du Grand Montréal



Le Grand Montréal, épicentre de la pauvreté

**Certains groupes ont un
risque 2 à 5 fois plus élevé
de vivre dans la pauvreté**



Centraide
du Grand Montréal



**Minorités visibles
Taux de pauvreté
2 X plus élevé**





Résidents non permanents
Taux de pauvreté
5 X plus élevé



Centraide
du Grand Montréal



**Personnes vivant seules
Taux de pauvreté
5 X plus élevé**



Centraide
du Grand Montréal



Familles monoparentales
Taux de pauvreté
3,5 X plus élevé



Centraide
du Grand Montréal

**Personnes sans diplômes
Taux de pauvreté
presque 2 X plus élevé**



**Centraide
du Grand Montréal**

Vulnérabilité, précarité, pauvreté



**LA PAUVRETÉ N'EST PAS SIMPLEMENT LE RÉSULTAT D'UN
MANQUE DE RESSOURCES FINANCIÈRES.**



Centraide
du Grand Montréal

L'indice d'anxiété financière en hausse

48 % des Québécois faisaient face à une anxiété
financière importante, et 86 % ressentait du
stress économique (2024)



Centraide
du Grand Montréal

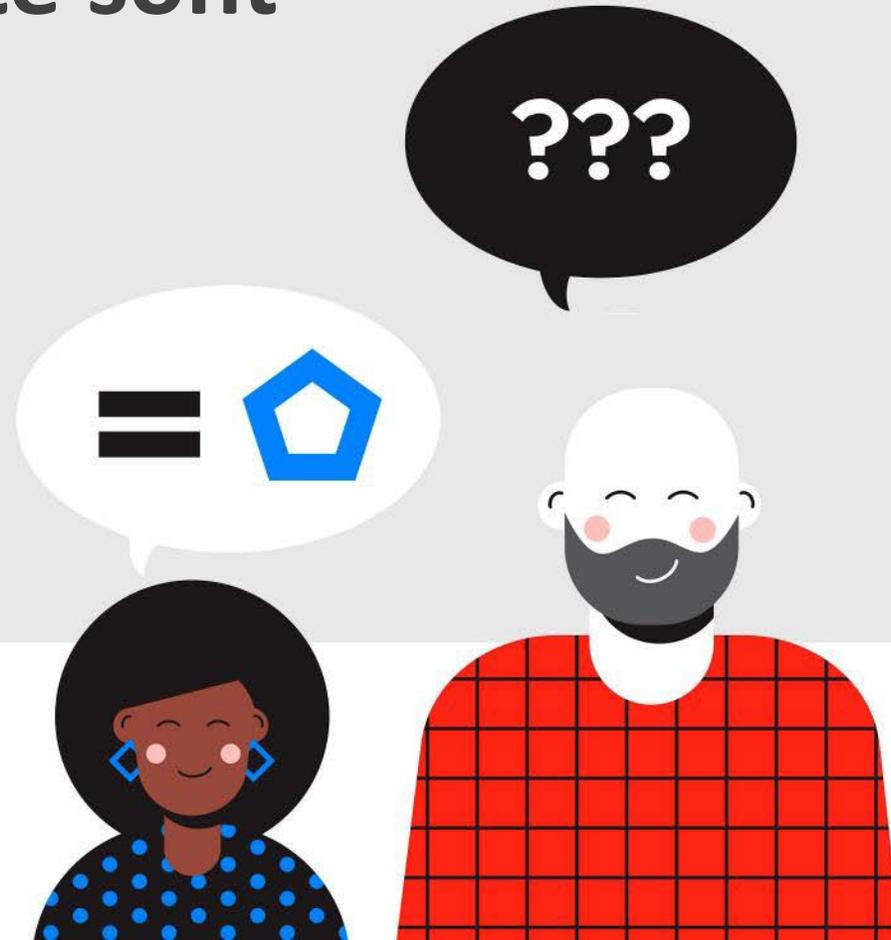


Les crises actuelles aggravent la pauvreté



Centraide
du Grand Montréal

Les indicateurs de pauvreté sont dépassés





« RIEN N'EST PLUS PUISSANT QU'UNE IDÉE DONT LE TEMPS EST VENU. »

— Victor Hugo



Centraide
du Grand Montréal



L'urgence d'agir pour lutter contre la précarité

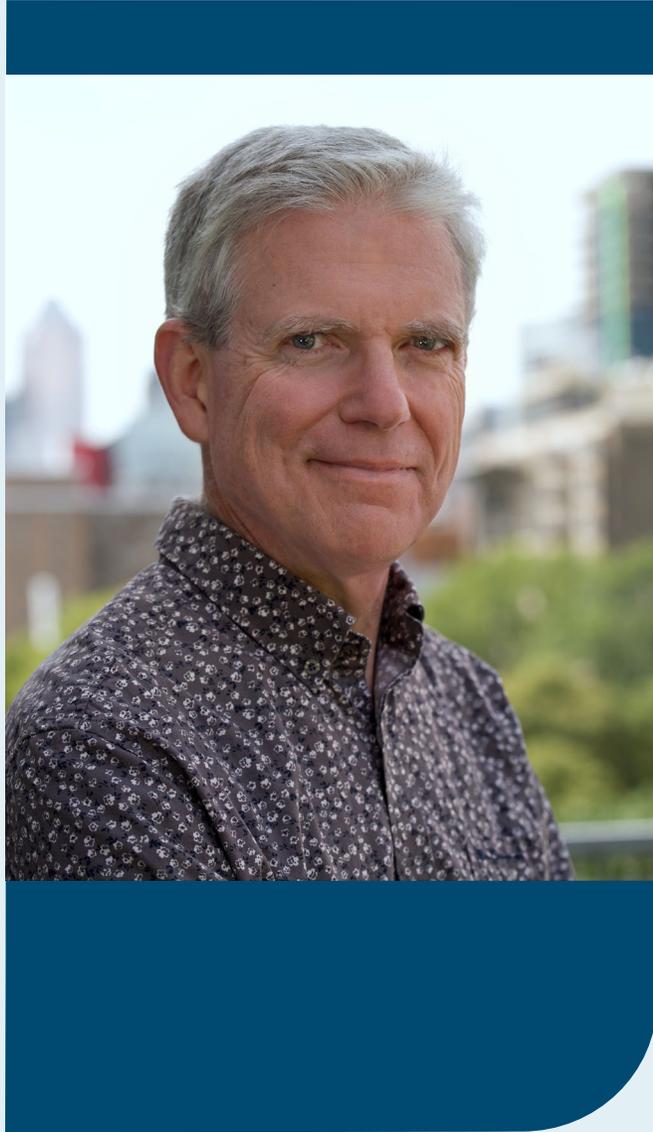


Centraide
du Grand Montréal



Période de questions





Alain Noël

Professeur émérite de science politique,
Université de Montréal

Les vulnérabilités et le filet social

Le filet social, qu'est-ce-que c'est?

Quelles sont les forces et les lacunes de notre filet social?

Les vulnérabilités et le filet social

Symposium — Finances personnelles et vulnérabilité face aux crises

Union des consommateurs

Montréal, 19 février 2025



Alain Noël

Professeur émérite

Département de science politique, Université de Montréal

Plan



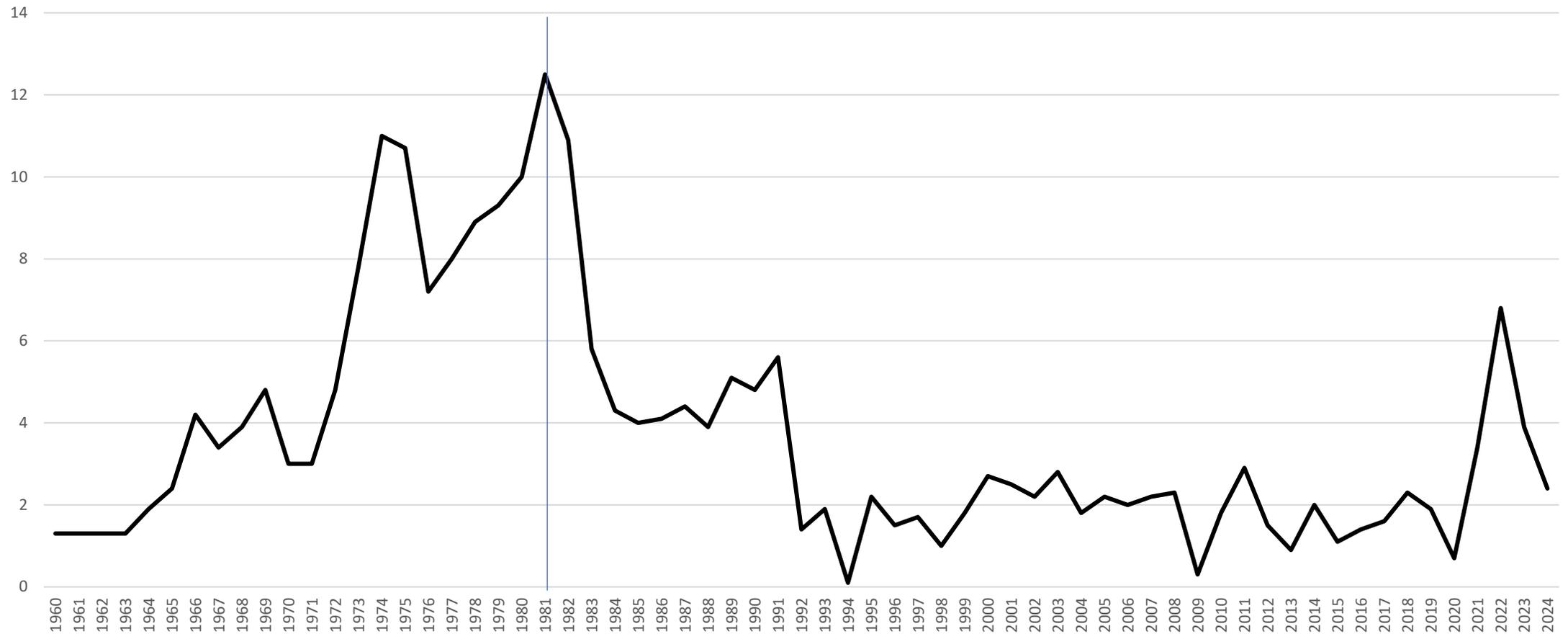
1. Les crises ? Quelles crises ?
2. Les vulnérabilités: pauvreté et inégalités
3. Un filet social important mais insuffisant

1. Les crises ? Quelles crises ?



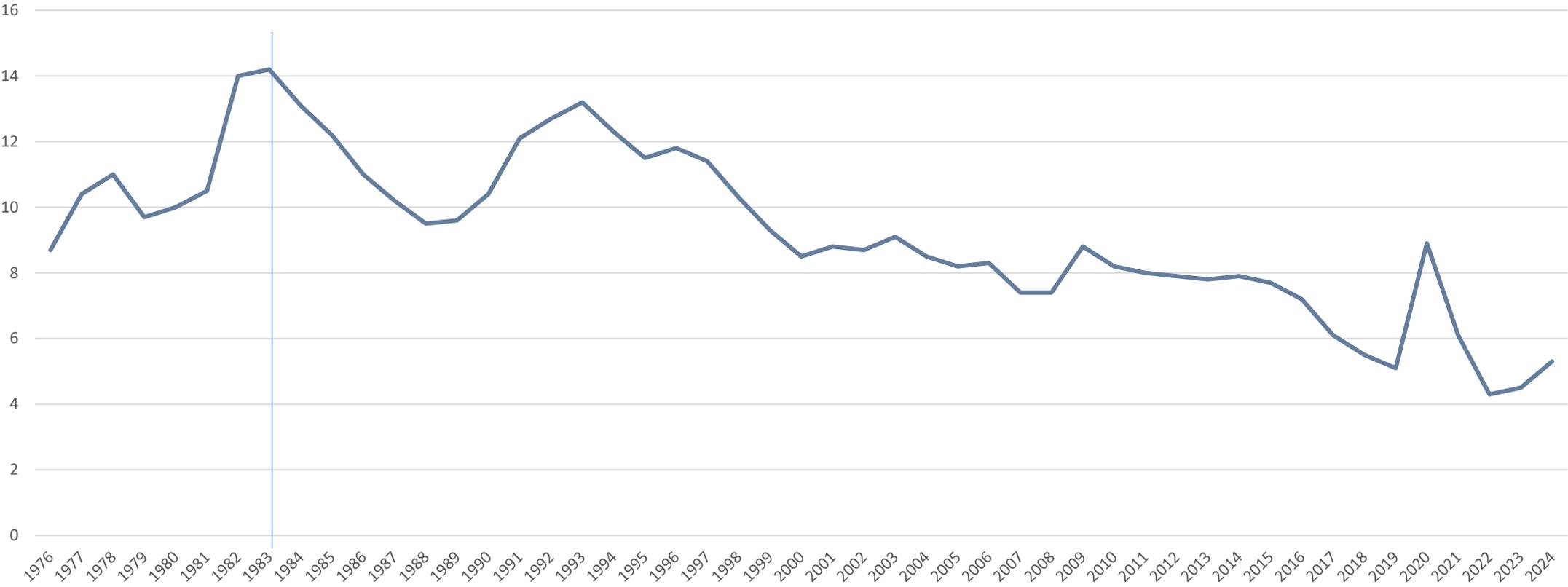
Inflation

Variation annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation au Canada (en %)



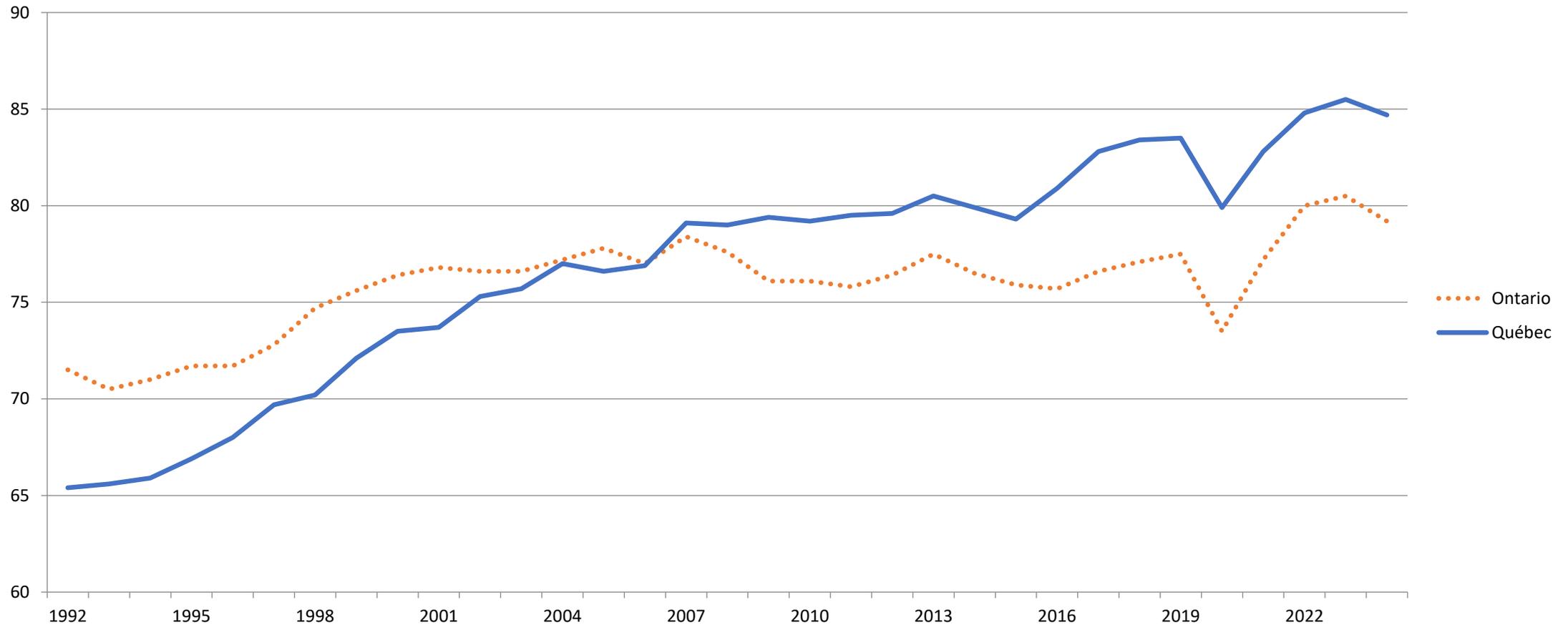
Source: Statistique Canada

Taux de chômage annuel, Québec 1976-2024



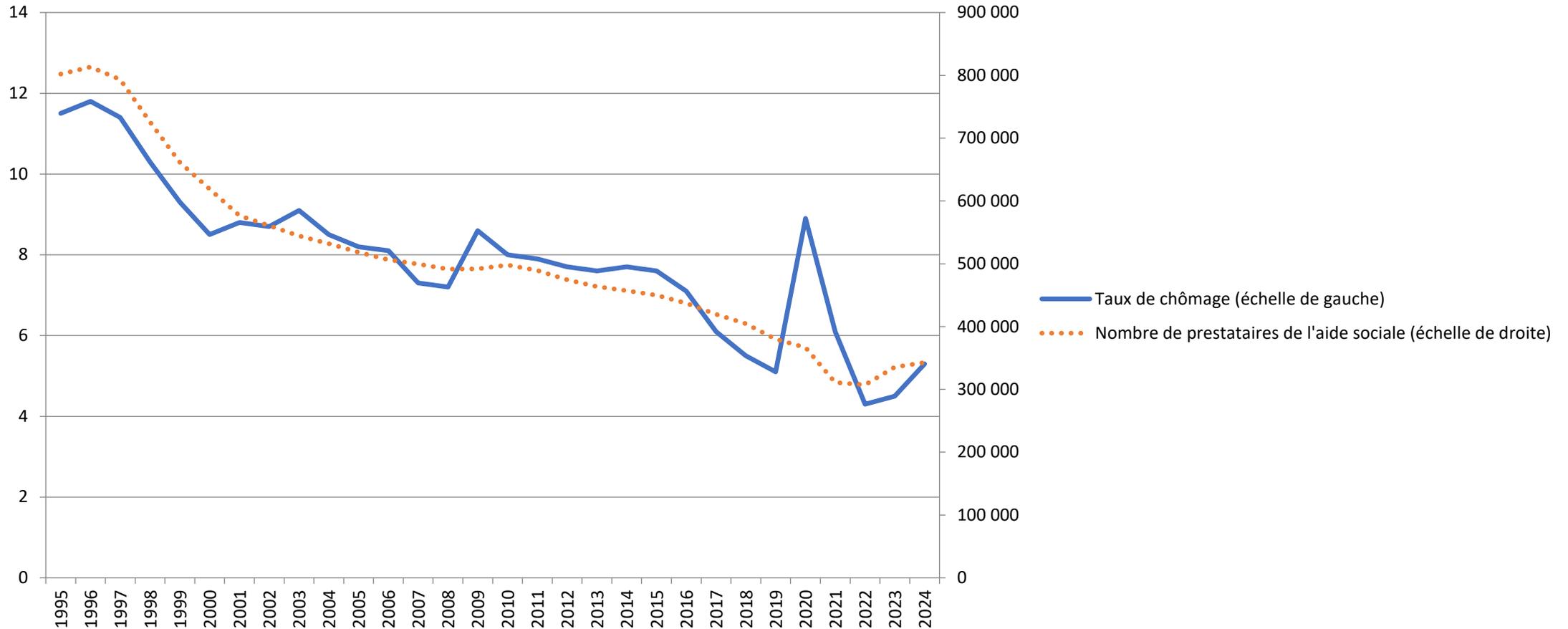
Source: Statistique Canada

Taux d'emploi des femmes de 25-44 ans, Québec et Ontario 1992-2024



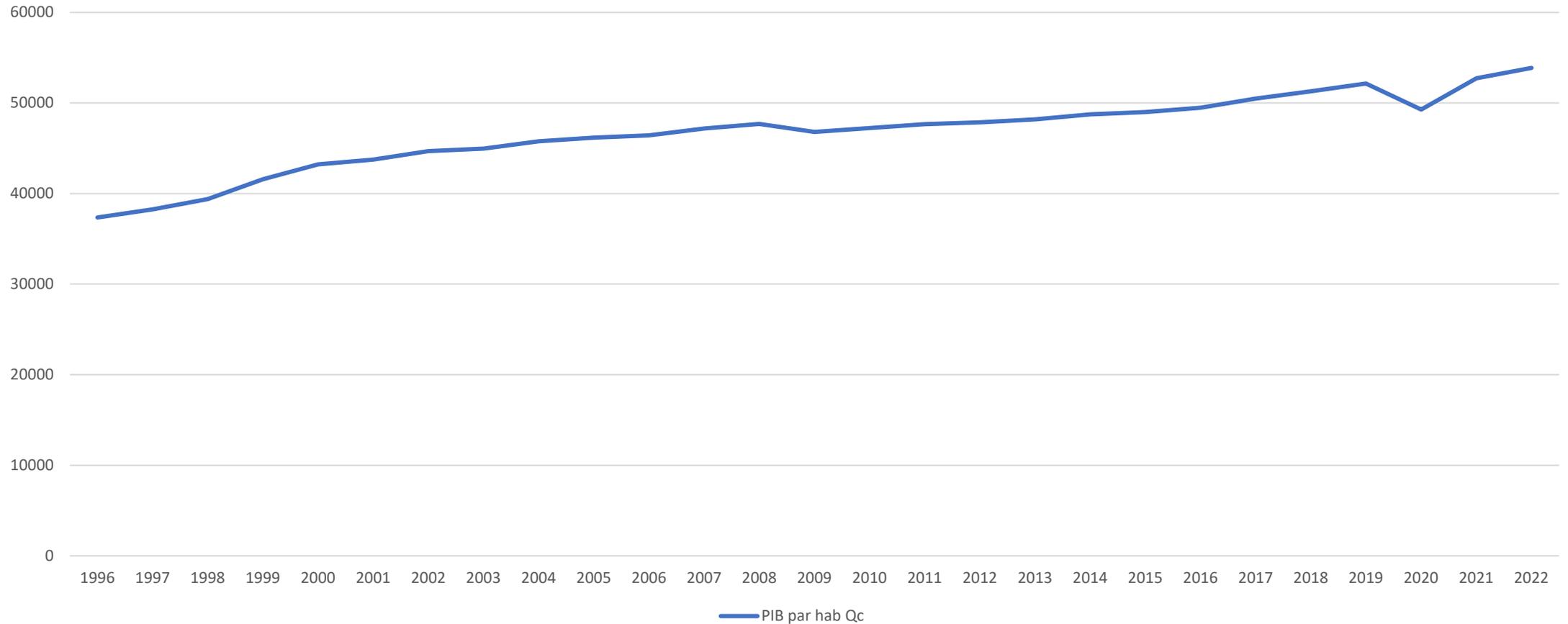
Source: Statistique Canada

Prestataires de l'aide sociale, Québec 1995-2024



Source: Ministère de l'Emploi et la Solidarité sociale

PIB per capita, Québec 1996-2022 (dollars de 2017)



Source: Statistique Canada

Avant Donald Trump...



2. Les vulnérabilités: pauvreté et inégalités

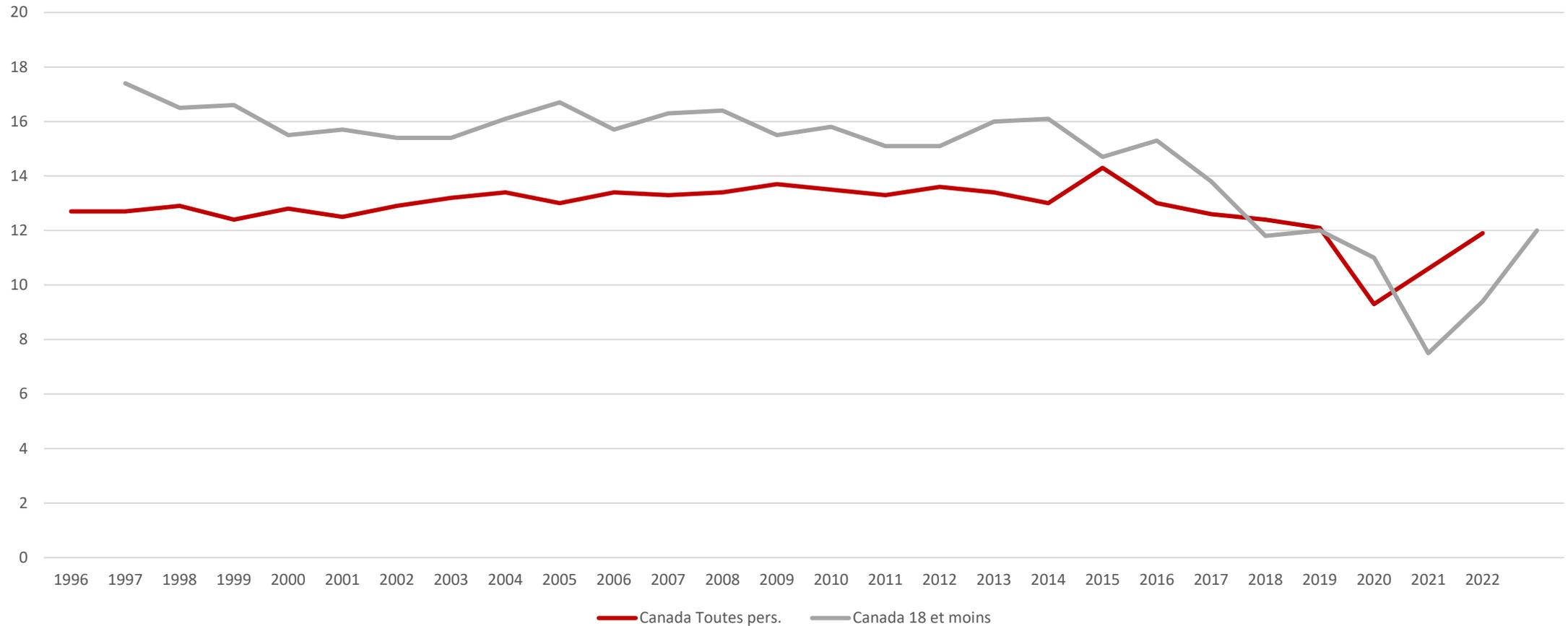


Taux de pauvreté du Québec, tous et enfants, MFR (revenu médian québécois après impôt), 1996-2022



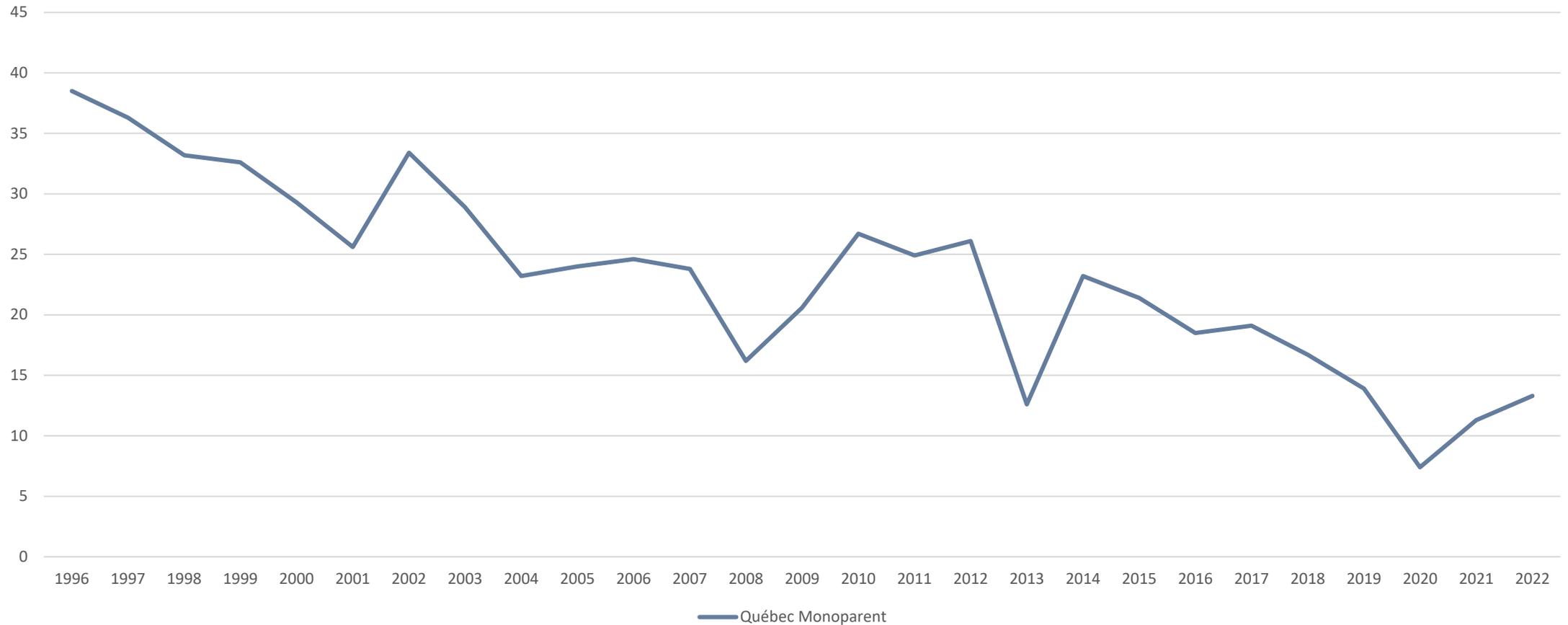
Source: Institut de la statistique du Québec

Taux de pauvreté du Canada, tous et enfants, MFR (revenu médian canadien après impôt), 1996-2022



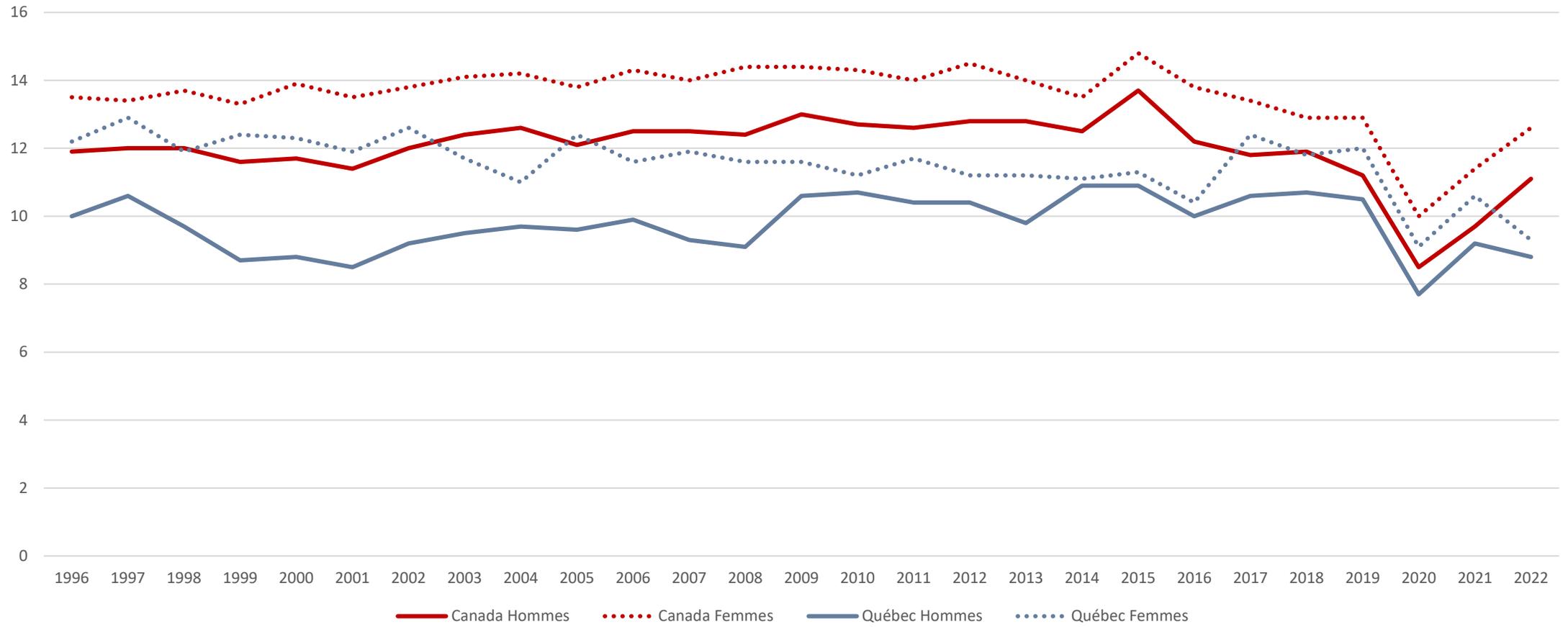
Source: Statistique Canada

Taux de pauvreté, familles monoparentales, Québec, MFR (revenu médian québécois après impôt), 1996-2022



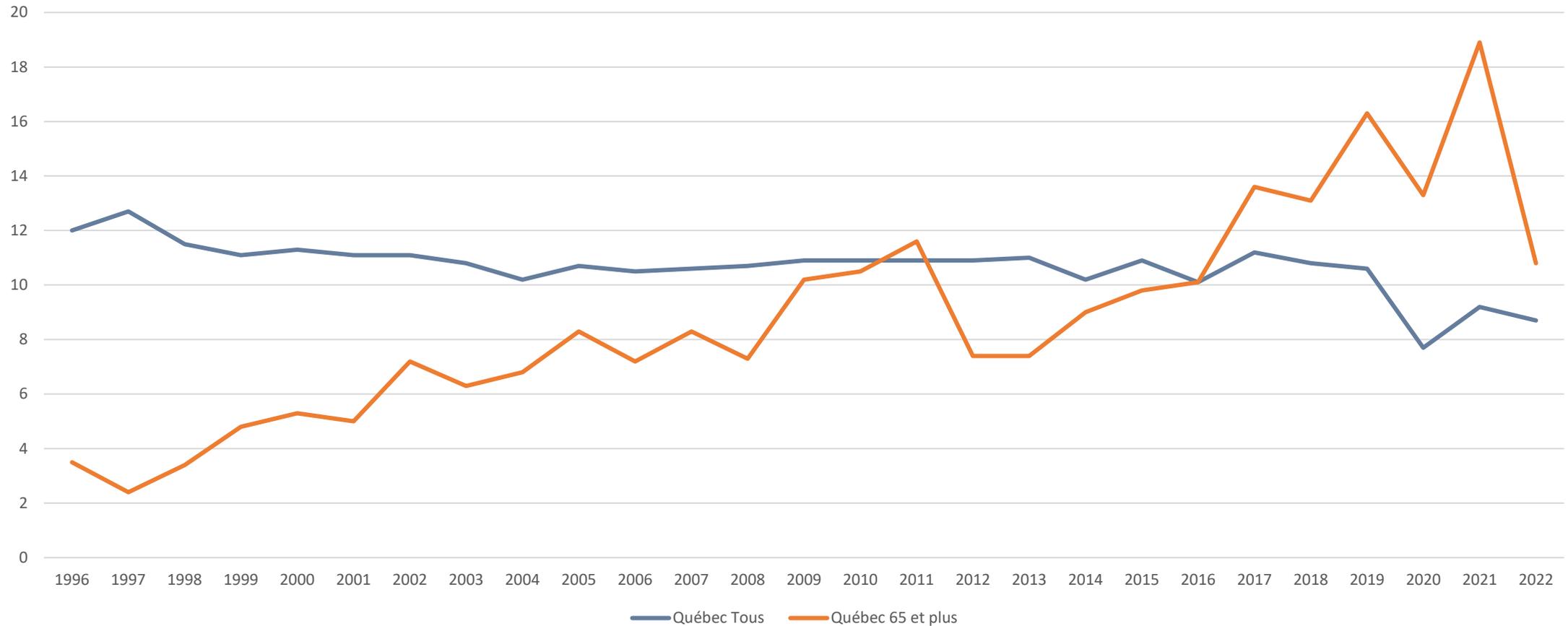
Source: Institut de la statistique du Québec

Taux de pauvreté, hommes et femmes, Québec et Canada, MFR (revenu médian québécois et canadien après impôt, 1996-2022)



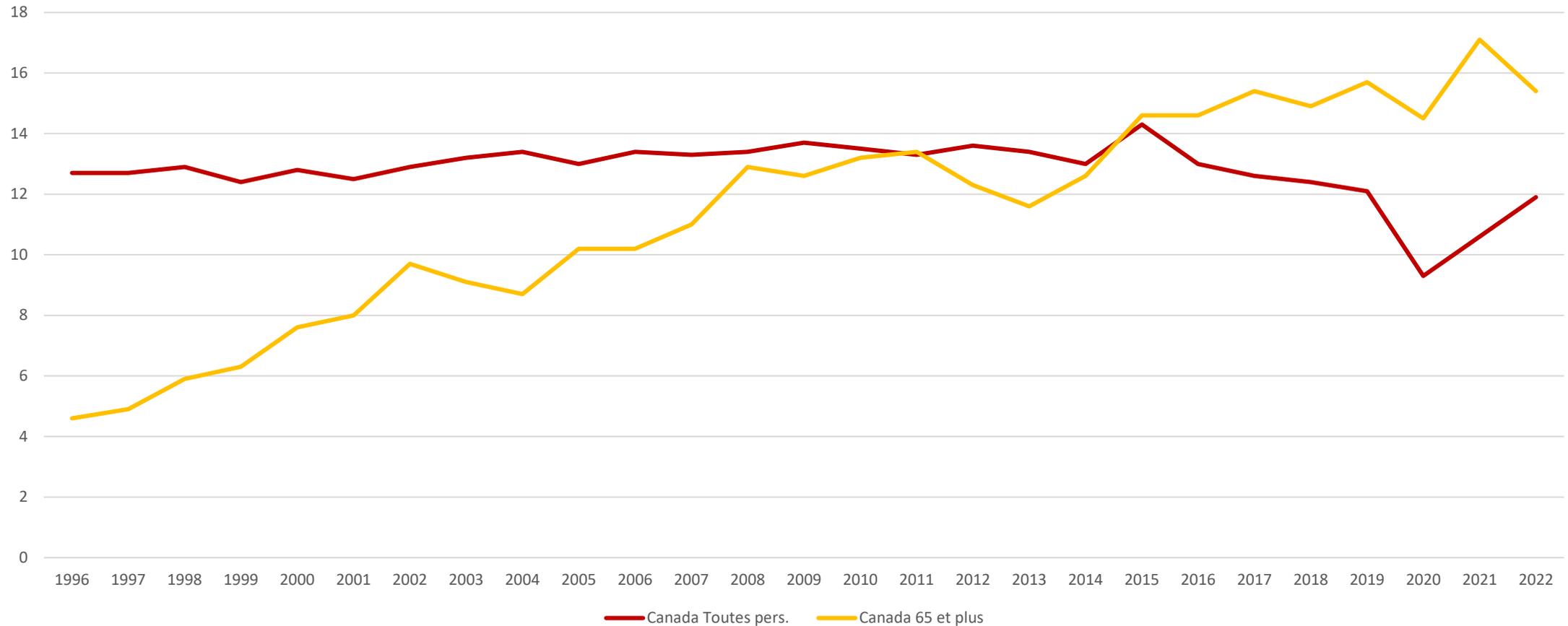
Sources: Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada

Taux de pauvreté du Québec, tous et 65+, MFR (revenu médian québécois après impôt), 1996-2022



Source: Institut de la statistique du Québec

Taux de pauvreté du Canada, tous et 65+, MFR (revenu médian canadien après impôt), 1996-2022

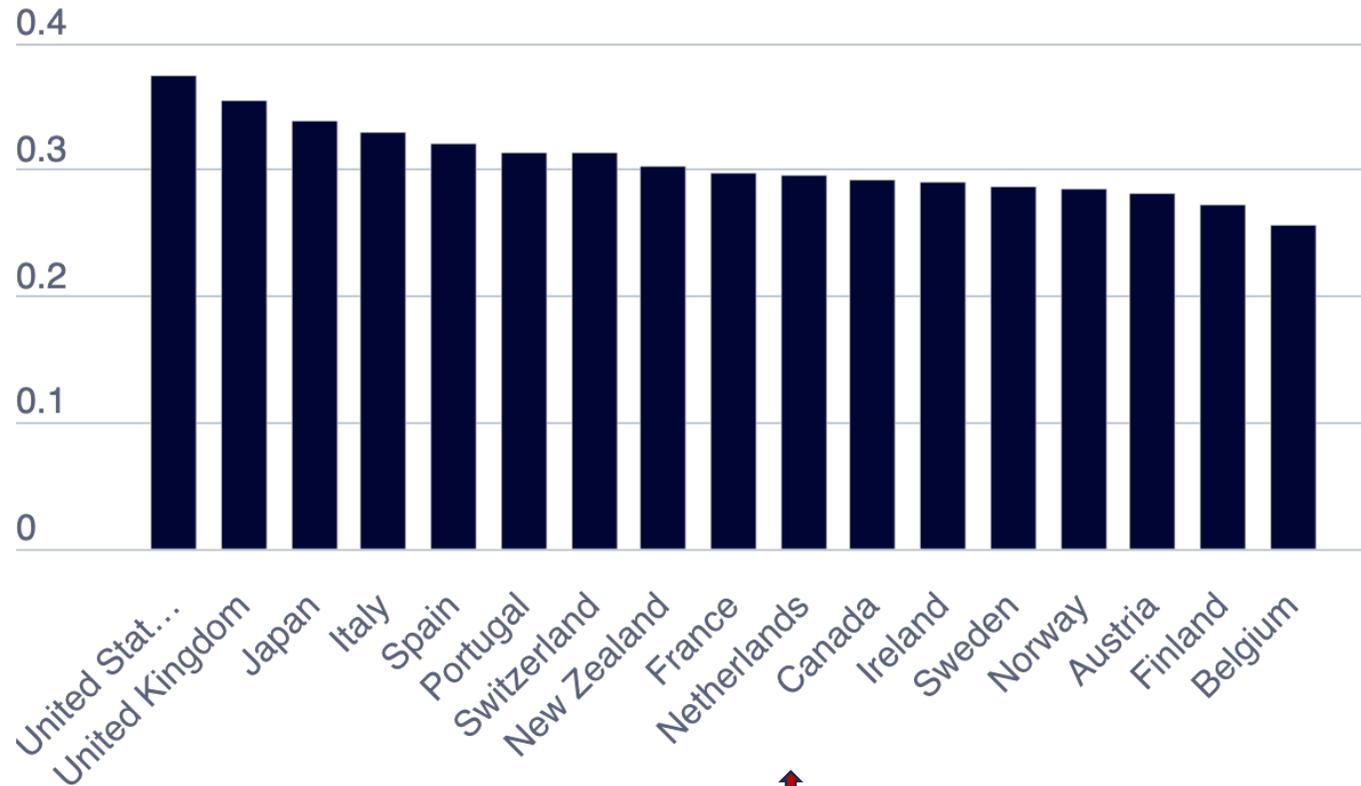


Source: Statistique Canada

Coefficient de gini (revenu disponible), OCDE 2021

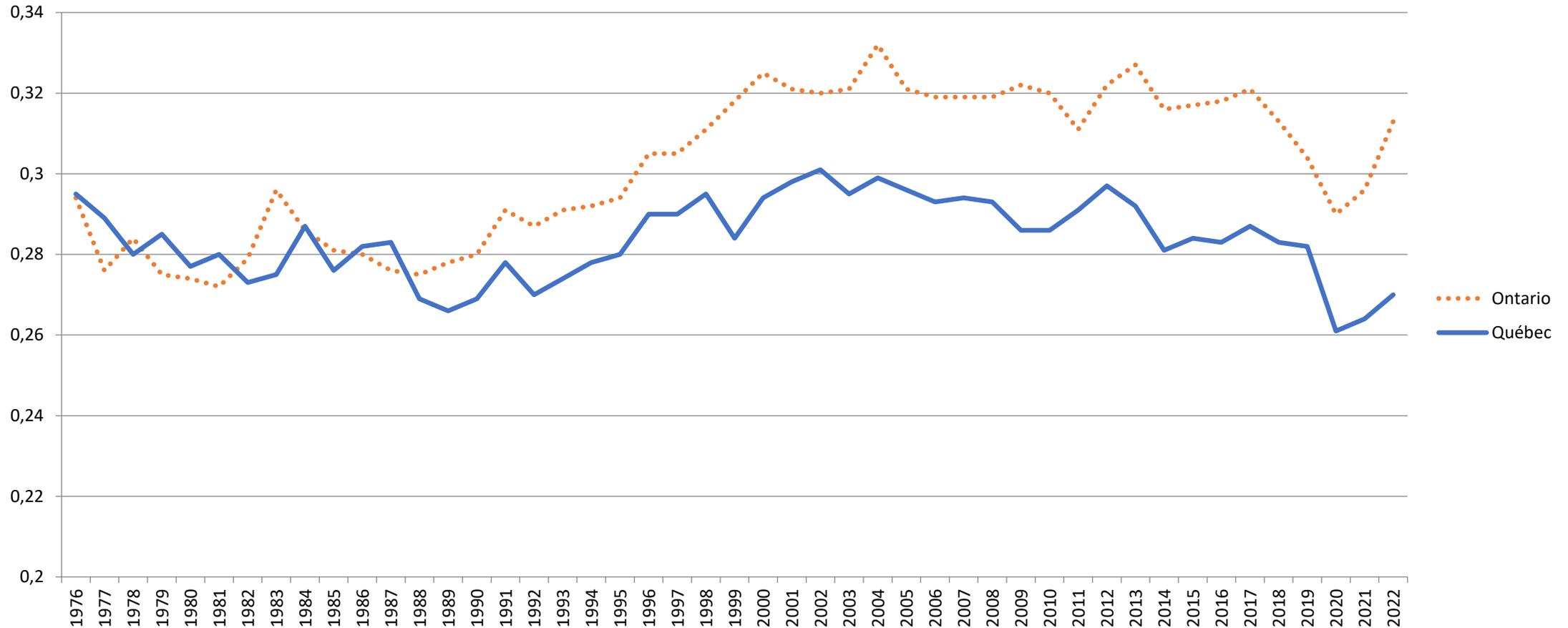
Income inequality (disposable income)

Gini coefficient: 0 = complete equality; 1 = complete inequality, 2021



Source: OCDE

Coefficient de gini, revenu après impôt, Québec et Ontario, 1996-2022



3. Un filet social
important mais
insuffisant



**Ça craque
de partout**

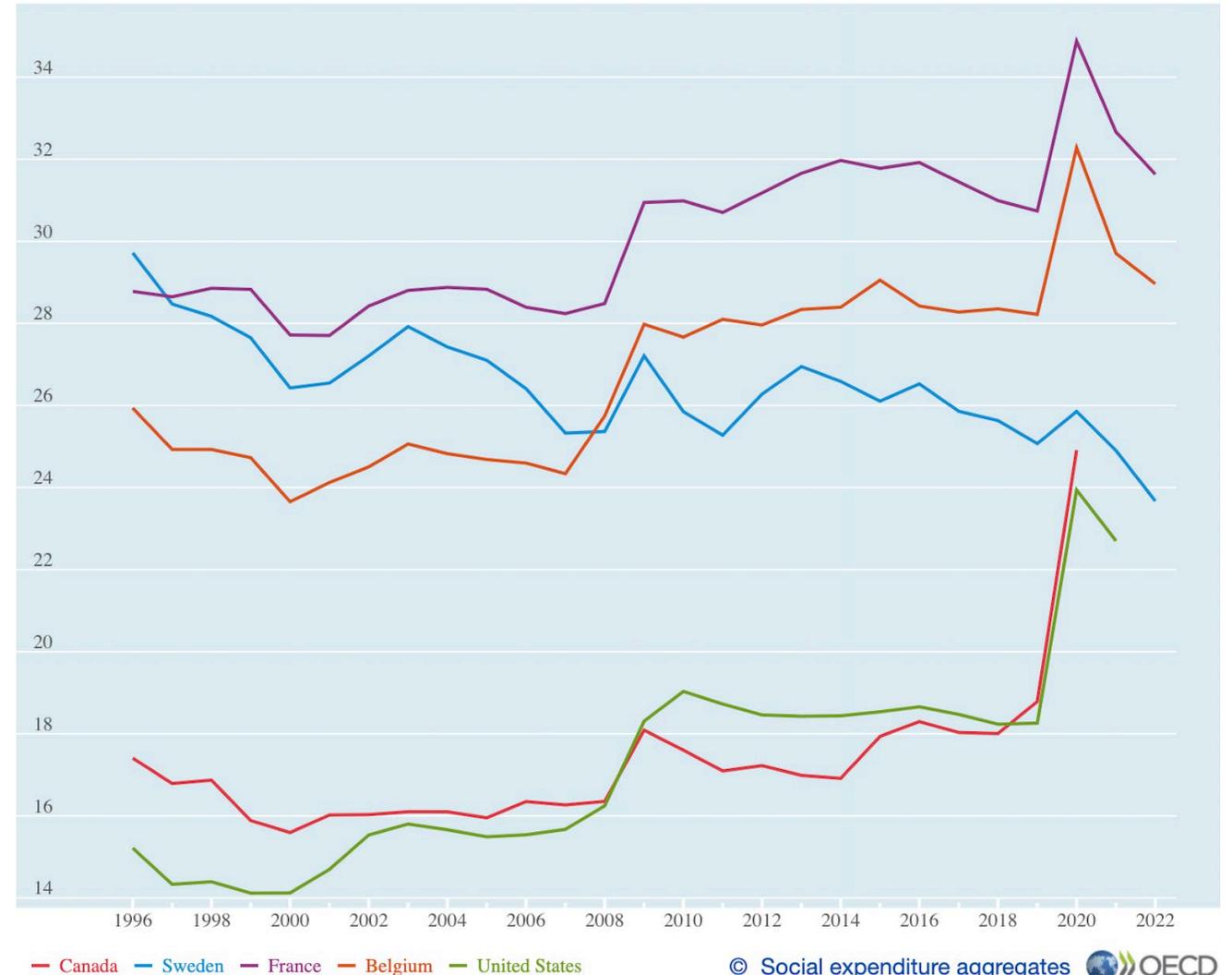
Dépenses sociales publiques, Canada, France, Belgique, Suède et Etats-Unis, 1996-2022

Source: OCDE

Social expenditure aggregates

Measure: Social expenditure • Expenditure source: Public

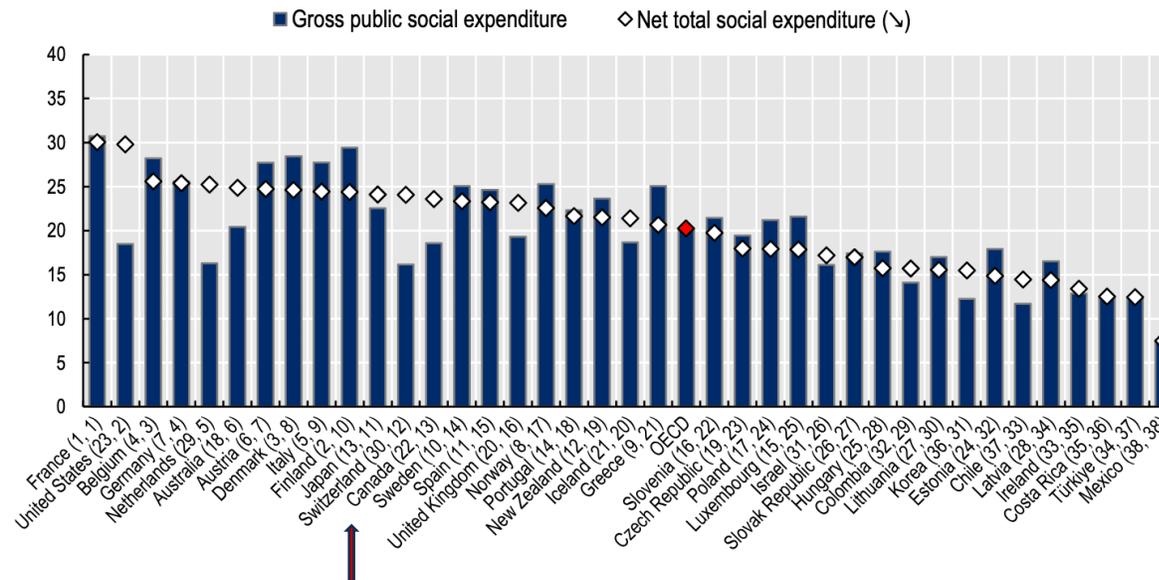
Combined unit of measure: Percentage of GDP



Dépenses sociales publiques et privées nettes, OCDE, 2019

Figure 5. After France, the United States is the biggest social spender when accounting for private social benefits and the impact of the tax system

From gross public to total net social spending, as % GDP in 2019



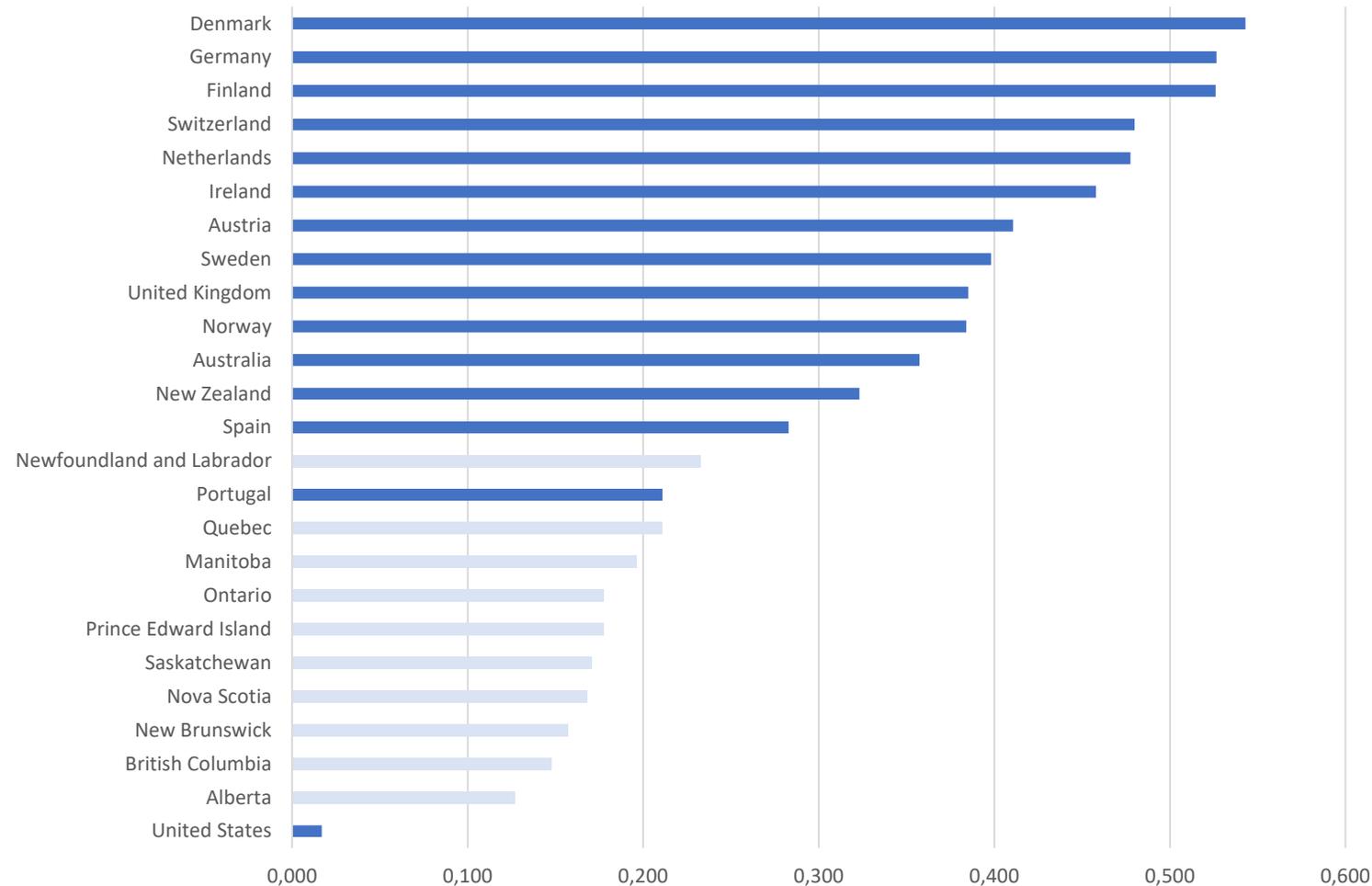
Source: OCDE

Note: See the notes to Figure 4.

The numbers in brackets refers to the ranking of countries in term of gross public and net total social expenditure from number 1 being the highest spender to the lowest, e.g., the United States ranks 23 in OECD in term of gross public social expenditure and 2nd in term of net total social expenditure.

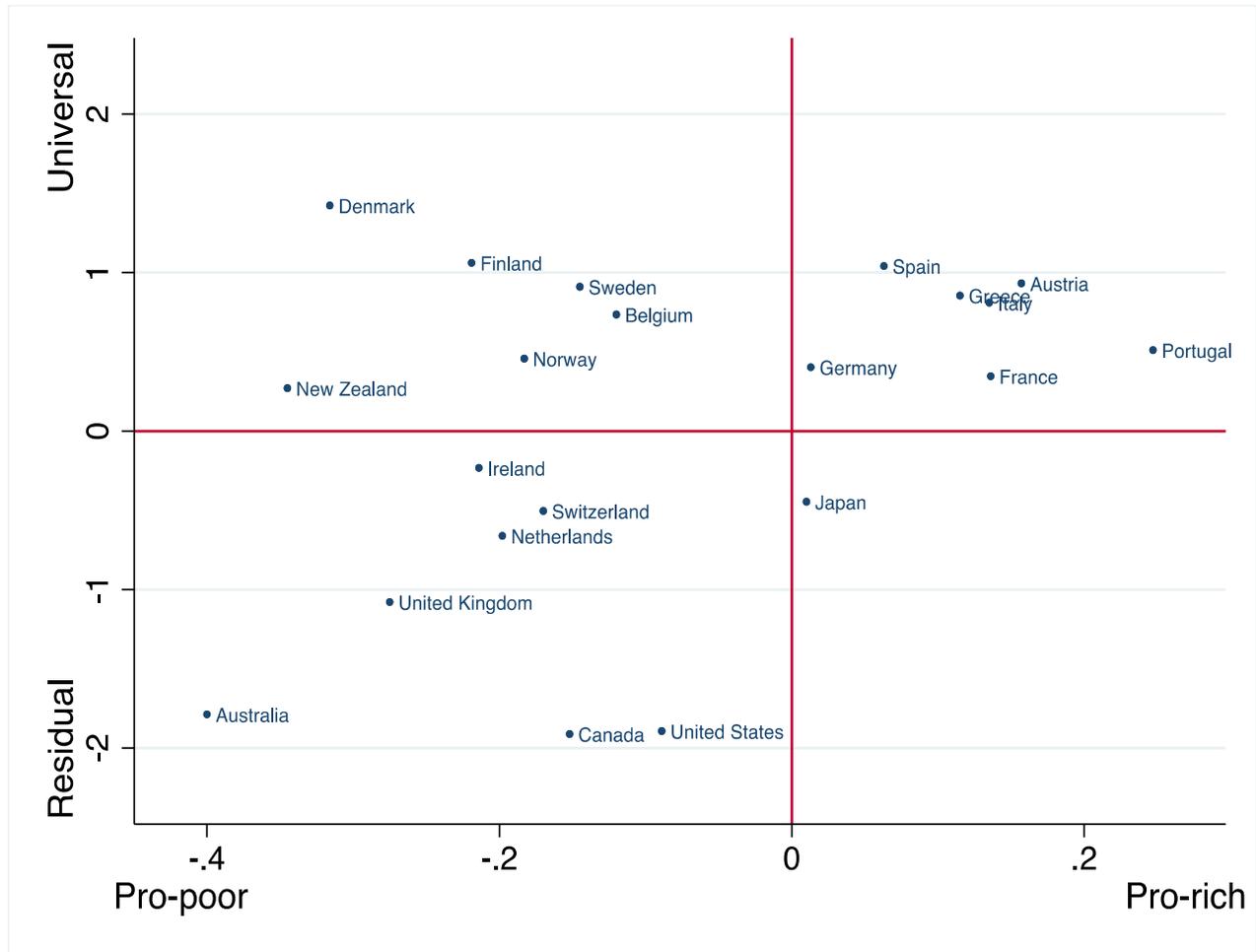
Source: OECD (2023) OECD Social Expenditure database (www.oecd.org/social/expenditure.htm).

Revenus d'aide sociale en % du revenu médian, OCDE et provinces canadiennes, 2019



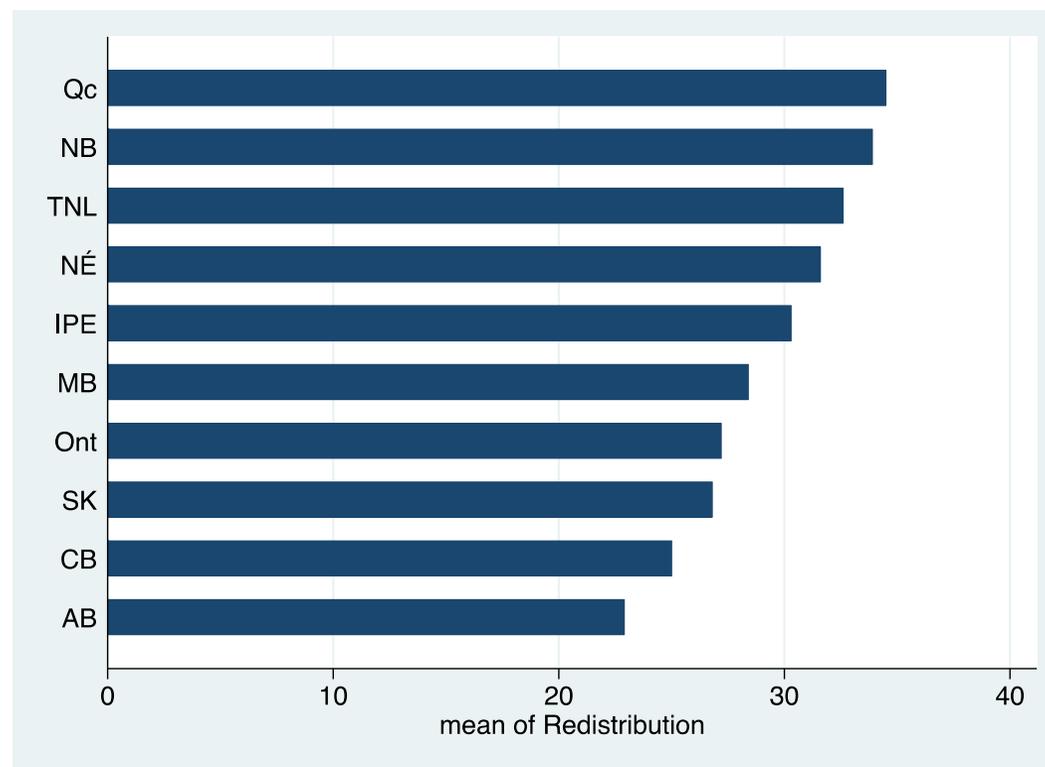
Source: A. Noël, 2025

Universalisme et sélectivité, OCDE 2005



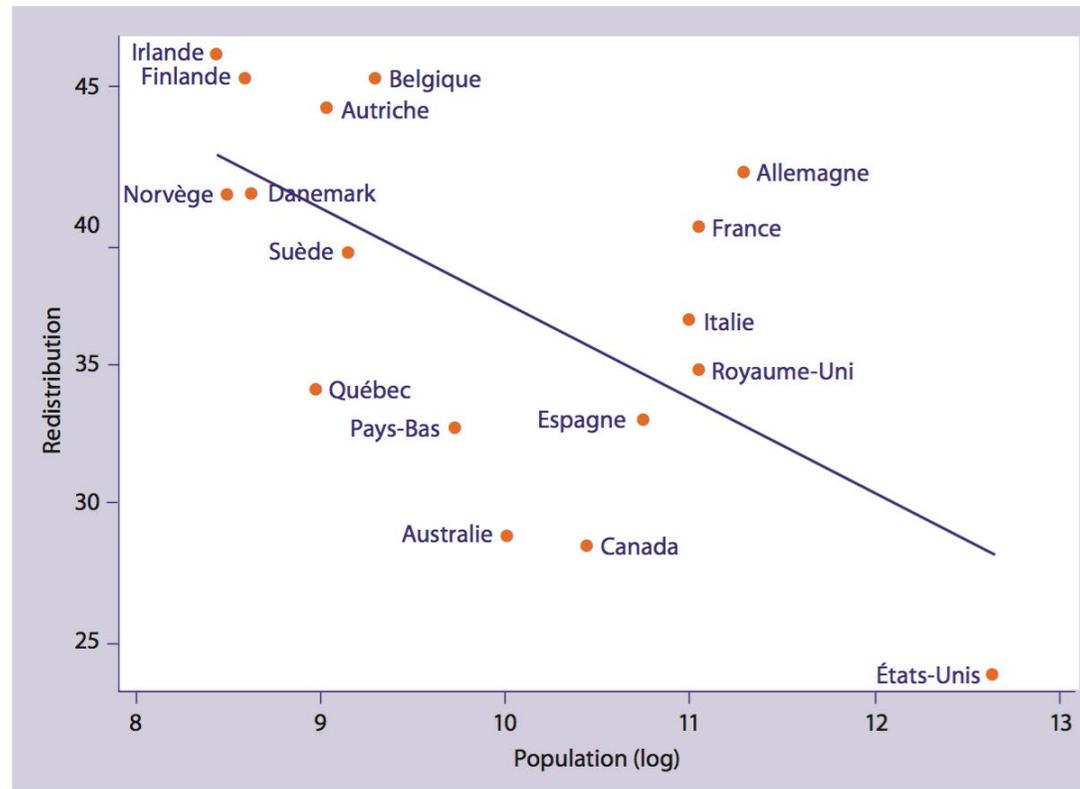
Source: Jacques et Noël, 2021

Le Québec redistribue davantage



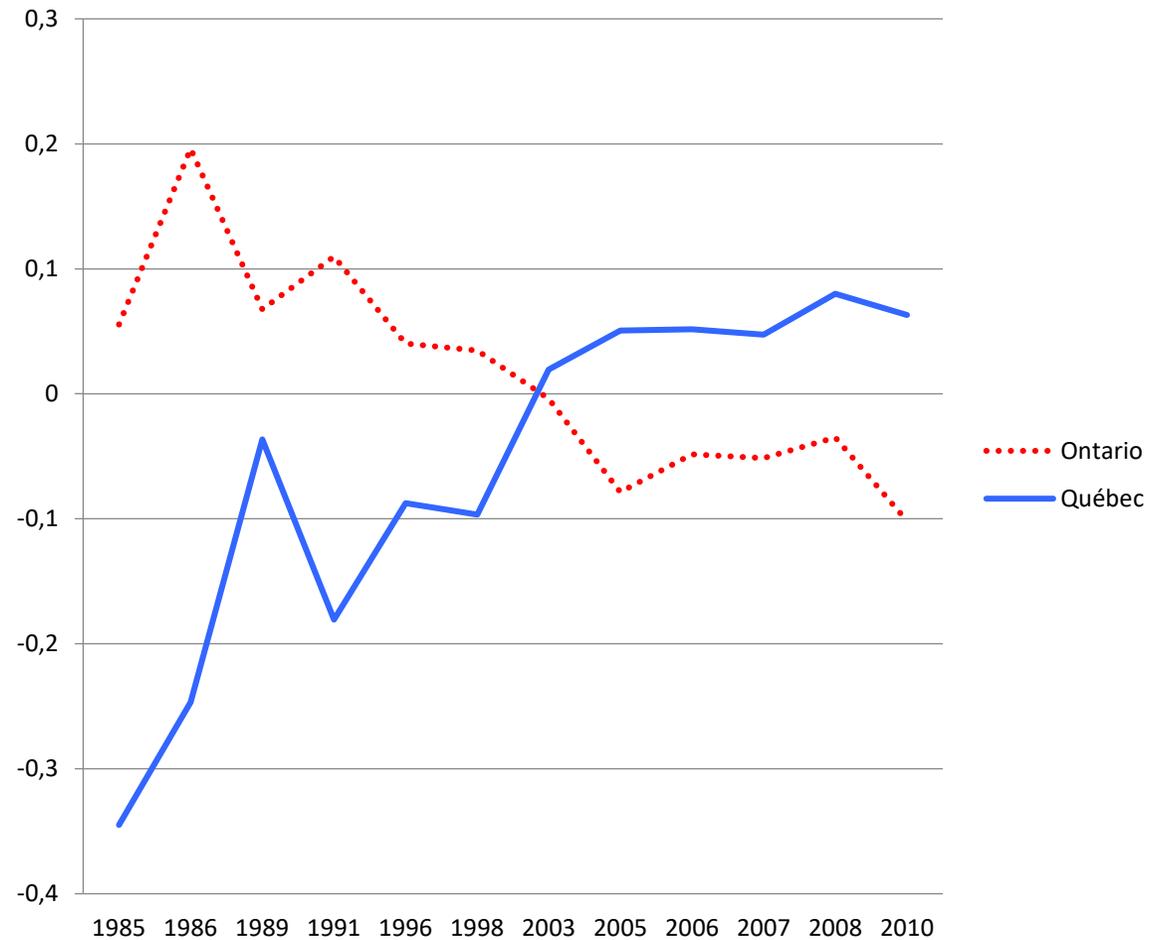
L'apanage des petites nations

Relation entre la taille de la population (log) et la redistribution, pays de l'OCDE et Québec, 2010



Source: A. Noël, 2024

Pour notre plus grand bonheur



Angles morts

- Services publics
- Sécurité du revenu
- Aînés
- Handicap
- Insécurité alimentaire
- Logement, itinérance
- Santé mentale



Période de questions





Pause

SYMPOSIUM

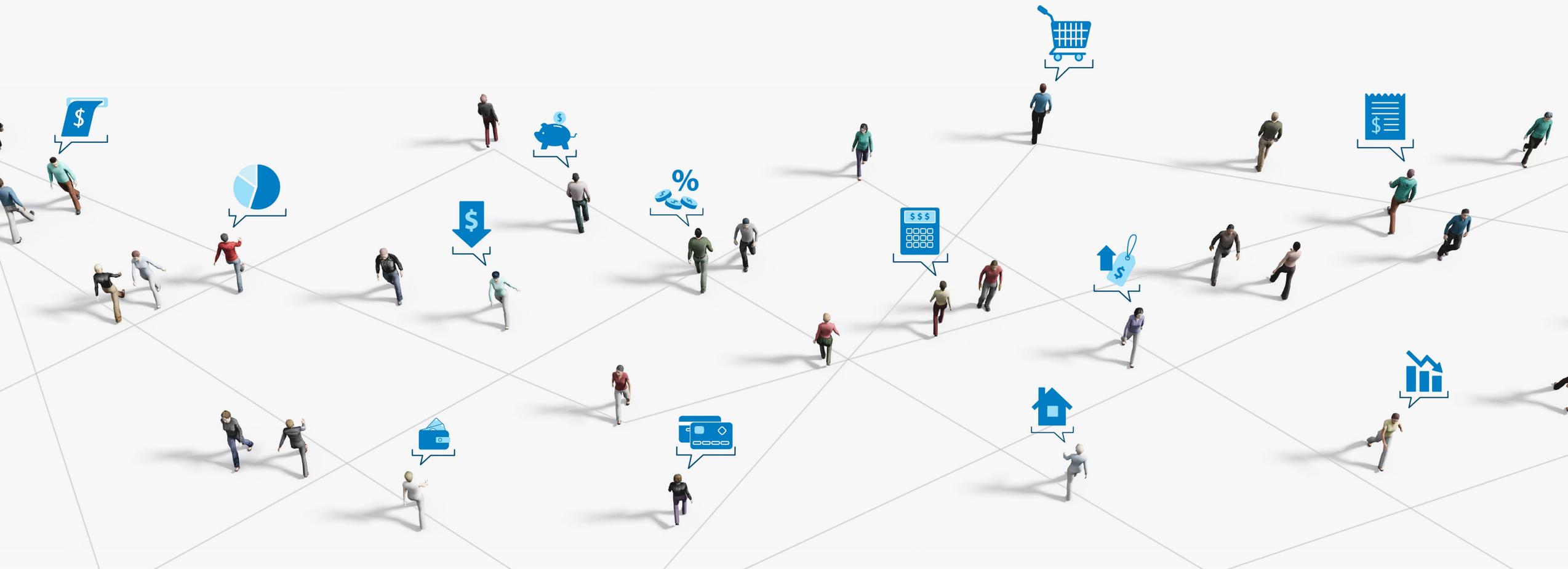
FINANCES PERSONNELLES ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES

Événement présenté par

union
des consommateurs

Avec la participation
financière de

Canada



Les crises du point de vue terrain

Panel

Les crises du point de vue terrain



Benoît Ouimet

Administrateur syndic de
faillite, MNP



**Claudia
Gastonguay**

Directrice, Communications,
Banques alimentaires du
Québec



Georges Ohana

Directeur de la prévention et
diversion de l'itinérance,
Mission Old Brewery

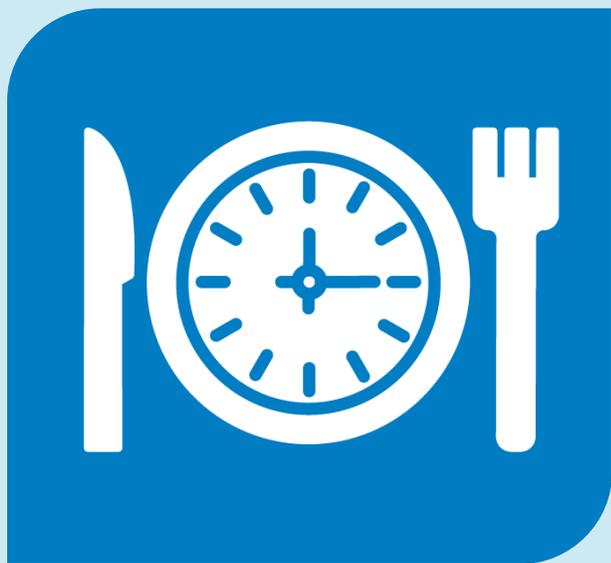


Marie-Edith Trudel

Coordonnatrice, Association
coopérative d'économie
familiale (ACEF) Rive-Sud

Période de questions





Lunch

SYM POS IUM

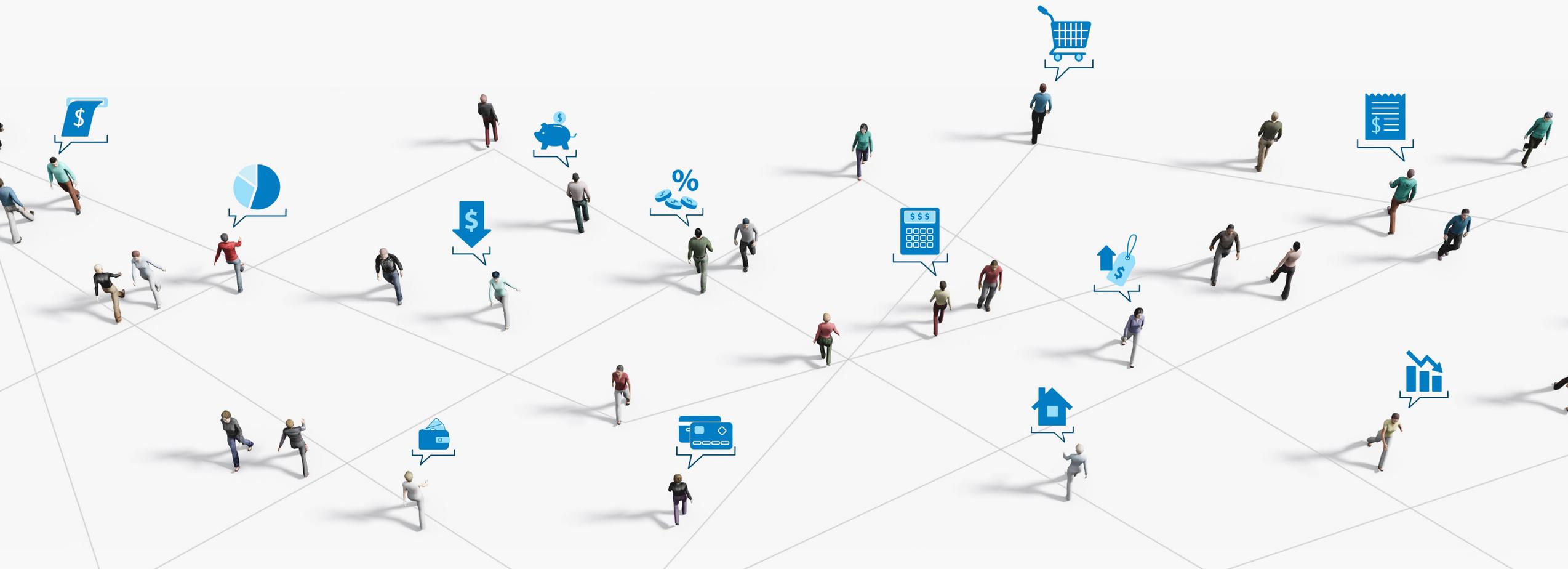
FINANCES PERSONNELLES ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES

Événement présenté par

union
des consommateurs

Avec la participation
financière de

Canada



La réponse gouvernementale aux crises



François Delorme

Économiste et enseignant, Département de sciences économiques, Université de Sherbrooke

La réponse gouvernementale aux crises

Analyse comparative des réponses des gouvernements aux crises récentes (pandémie, inflation et épicerie).

LES MESURES DE SOUTIEN PUBLIC DANS LE CONTEXTE DES CRISES ÉCONOMIQUES RÉCENTES : FAUT-IL REPENSER LE RÔLE DE L'ÉTAT?

FRANÇOIS DELORME
PROFESSEUR ASSOCIÉ
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

CONFÉRENCE AU SYMPOSIUM – FINANCES PERSONNELLES
ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES – UNION DES
CONSOMMATEURS, 19 FÉVRIER 2025

INTRODUCTION

- Les gouvernements ont mis en place des mesures de soutien massif lors de la crise de la Covid-19 et de la période inflationniste de 2023, aidant individus et entreprises à travers des subventions, des baisses d'impôts et des aides directes.
- Face aux différentes menaces de tarifs du Président Trump, des interventions similaires pourraient être envisagées pour amortir l'impact économique.

Plan de ma présentation

- Mesures adoptées pour faire atténuer les effets des crises récentes:
 - Covid-19
 - Inflation
 - Tarifs américains
- Impact sur le panier d'épicerie
- Impact sur les plus vulnérables
- Doit-on repenser le soutien de l'État lorsque des crises surgissent?

LE SOUTIEN PUBLIC EN TEMPS DE CRISE

Rôle clé des gouvernements dans la stabilisation économique.

MESURES COVID-19

SUIVI DE LA CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (UDS)

Mesures de soutien direct d'application générale.....

Particuliers.....

Régime d'assurance-emploi simplifié — Fédéral

Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) — Fédéral.....

Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (PCMRE)— Fédéral.....

Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (PCREPA)— Fédéral

Valorisation du programme Travail partagé de l'assurance-emploi — Fédéral

Régime d'assurance-emploi des travailleurs indépendants (prestations spéciales) -Fédéral

Entreprises.....

Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) — Fédéral.....

Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) — Fédéral.....

Subvention d'urgence du Canada pour le loyer (SUCL) - Fédéral

Programme d'embauche pour la relance économique du Canada (PERC)— Fédéral

Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) – Québec

Programme Aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises (PAUPME) – Québec.....

Aide aux entreprises en région en alerte maximale (AERAM) (Québec)

Compensation financière pour des entreprises (Québec)

Crédit d'urgence pour les grands employeurs (CUGE) – Fédéral.....

Programme de crédit pour les secteurs durement touchés (PCSDT) – Fédéral.....

Mesures fiscales et d'assouplissement (Production des déclarations de revenus / divers versements, autres impôts ou mesures fiscales) – Gouvernements fédéral et du Québec.....

Par type de contribuable

Déduction pour frais de bureau à domicile.....

Frais de garde d'enfants et déduction pour produits et services de soutien aux personnes handicapées

Autres

CRISE DE LA COVID-19 : PRINCIPALES MESURES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

- Prestation canadienne d'urgence (PCU) (Particuliers)
- Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) (Entreprises)
- Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) (Entreprises)

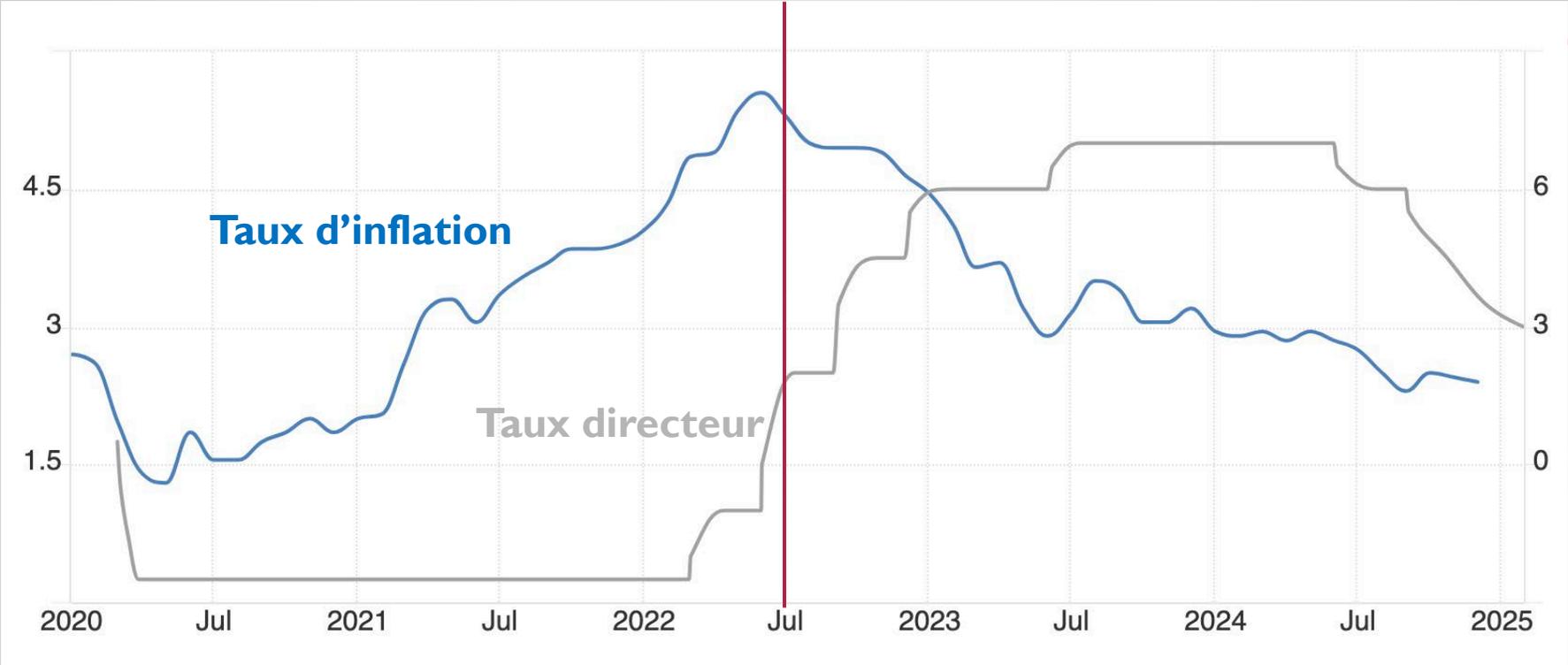
CRISE DE LA COVID-19 : PRINCIPALES MESURES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

- Programme d'aide d'urgence aux PME (PAUPME) (Entreprises) (non remboursable)
- Programme d'action concertée temporaire pour les entreprises (PACTE) (Entreprises) (remboursable)

PÉRIODE INFLATIONNISTE 2023 : MESURES DU CANADA

- Ajustements des taux d'intérêt (Banque du Canada)
- Soutien ciblé aux ménages à faible revenu

TAUX D'INFLATION VS TAUX DIRECTEUR



SOUTIEN CIBLÉ AUX MÉNAGES À FAIBLE REVENU - FÉDÉRAL

- I. Remboursement pour l'épicerie :
- Annoncé dans le budget de 2023, ce remboursement unique visait à aider les Canadiens à faible revenu à faire face à la hausse des prix des produits alimentaires. Les montants étaient les suivants :
- Couples avec deux enfants : jusqu'à 467 \$
- Personnes seules sans enfant : jusqu'à 234 \$
- Personnes âgées : en moyenne 225 \$
- Ces paiements ont été versés à environ 11 millions de personnes et de familles à revenu faible ou modeste à partir du 5 juillet 2023

SOUTIEN CIBLÉ AUX MÉNAGES À FAIBLE REVENU - FÉDÉRAL

- 2. Allocation canadienne pour les travailleurs (ACT) bonifiée :
- L'ACT est un crédit d'impôt remboursable destiné à compléter le revenu des travailleurs à faible revenu

SOUTIEN CIBLÉ AUX MÉNAGES À FAIBLE REVENU - FÉDÉRAL

- 3. Allocation canadienne pour le logement :
- Pour aider les locataires à faible revenu, le gouvernement a augmenté sa contribution à l'Allocation canadienne pour le logement.

PÉRIODE INFLATIONNISTE 2023 : MESURES DU QUÉBEC

- Bouclier anti-inflation

BOUCLIER ANTI-INFLATION (13 MILLIARDS SUR 5 ANS)

- **I. Versement d'un montant ponctuel pour le coût de la vie :**
- Un paiement unique pouvant atteindre 600 \$ a été versé à environ 6,5 millions de Québécois avant la fin de l'année 2022.
- Ce montant était destiné à aider les citoyens à faire face à l'augmentation des dépenses courantes, telles que l'épicerie et le logement.

BOUCLIER ANTI-INFLATION (13 MILLIARDS SUR 5 ANS)

- **2. Bonification du crédit d'impôt pour le soutien aux aînés :**
- Le montant maximal de ce crédit est passé de 411 \$ à 2 000 \$, augmentant ainsi l'aide financière pour les aînés de 70 ans et plus.
- Cette bonification a permis à 398 500 aînés supplémentaires de bénéficier de ce soutien, portant le total à plus de 1,1 million de bénéficiaires.

BOUCLIER ANTI-INFLATION (13 MILLIARDS SUR 5 ANS)

- **3. Plafonnement de l'indexation de plusieurs tarifs gouvernementaux à 3 % :**
- Pour limiter l'impact de l'inflation sur les dépenses des ménages, le gouvernement a plafonné l'augmentation de divers tarifs à 3 % pour les quatre années suivantes.
- Cela concernait notamment les tarifs d'Hydro-Québec, les frais de permis de conduire et d'immatriculation, les frais de services de garde à contribution réduite, les droits de scolarité universitaires et les contributions en centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD).

TARIFS DE 25 % DE TRUMP : MESURES DE RÉTORSION

Imposition de contre-tarifs sur les produits américains

- Le Canada a mis en place un tarif de 25 % sur 1 256 produits américains, touchant notamment le jus d'orange, les produits de soins corporels et les motos.
- Ces contre-mesures devraient affecter jusqu'à 30 milliards de dollars canadiens d'importations.
- D'autres hausses tarifaires sont en cours d'étude et pourraient concerner jusqu'à 125 milliards de dollars d'échanges avec les États-Unis.

TARIFS DE 25 % DE TRUMP : MESURES DE RÉTORSION

Mesures prises au niveau provincial

- L'Ontario, sous la direction de son premier ministre Doug Ford, a interdit aux entreprises américaines de soumissionner aux contrats publics.
- L'Ontario a également mis fin à un contrat avec Starlink, une entreprise américaine qui devait fournir des services Internet dans les régions éloignées.

TARIFS DE 25 % DE TRUMP : MESURES DE RÉTORSION

Mesures prises au niveau provincial

- Le gouvernement de la Colombie-Britannique a décidé d'accélérer 18 projets miniers et énergétiques essentiels, représentant une valeur d'environ 20 milliards de dollars, afin de diversifier son économie et de réduire sa dépendance aux marchés américains

TARIFS DE 25 % DE TRUMP : RÉPONSE DU QUÉBEC

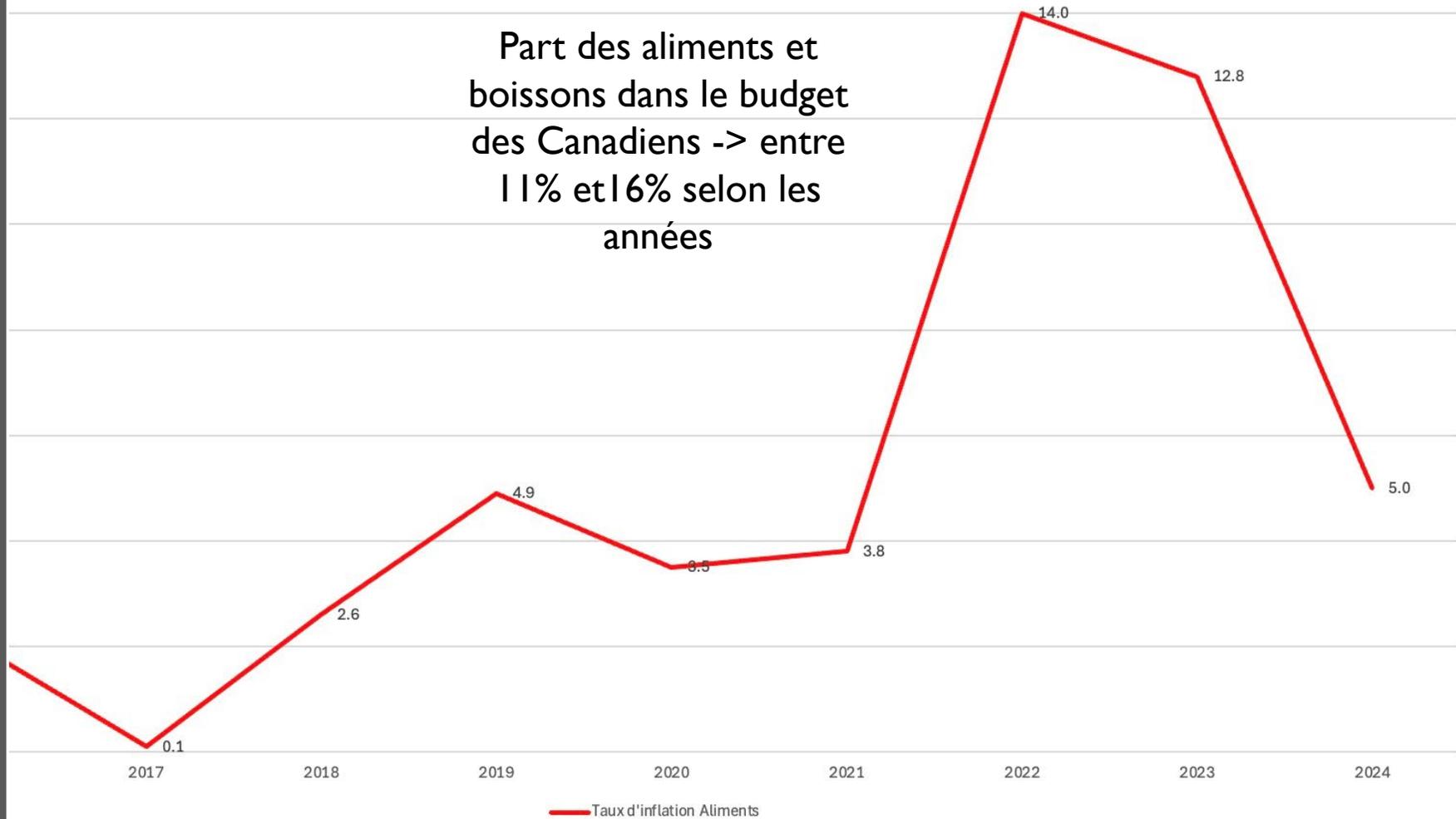
- Retrait des produits américains des succursales de la SAQ
- Soutien probable aux entreprises manufacturières

IMPACT DES MESURES DE SOUTIEN SUR LE PANIER D'ÉPICERIE

Analyse des conséquences des politiques économiques sur les prix alimentaires.

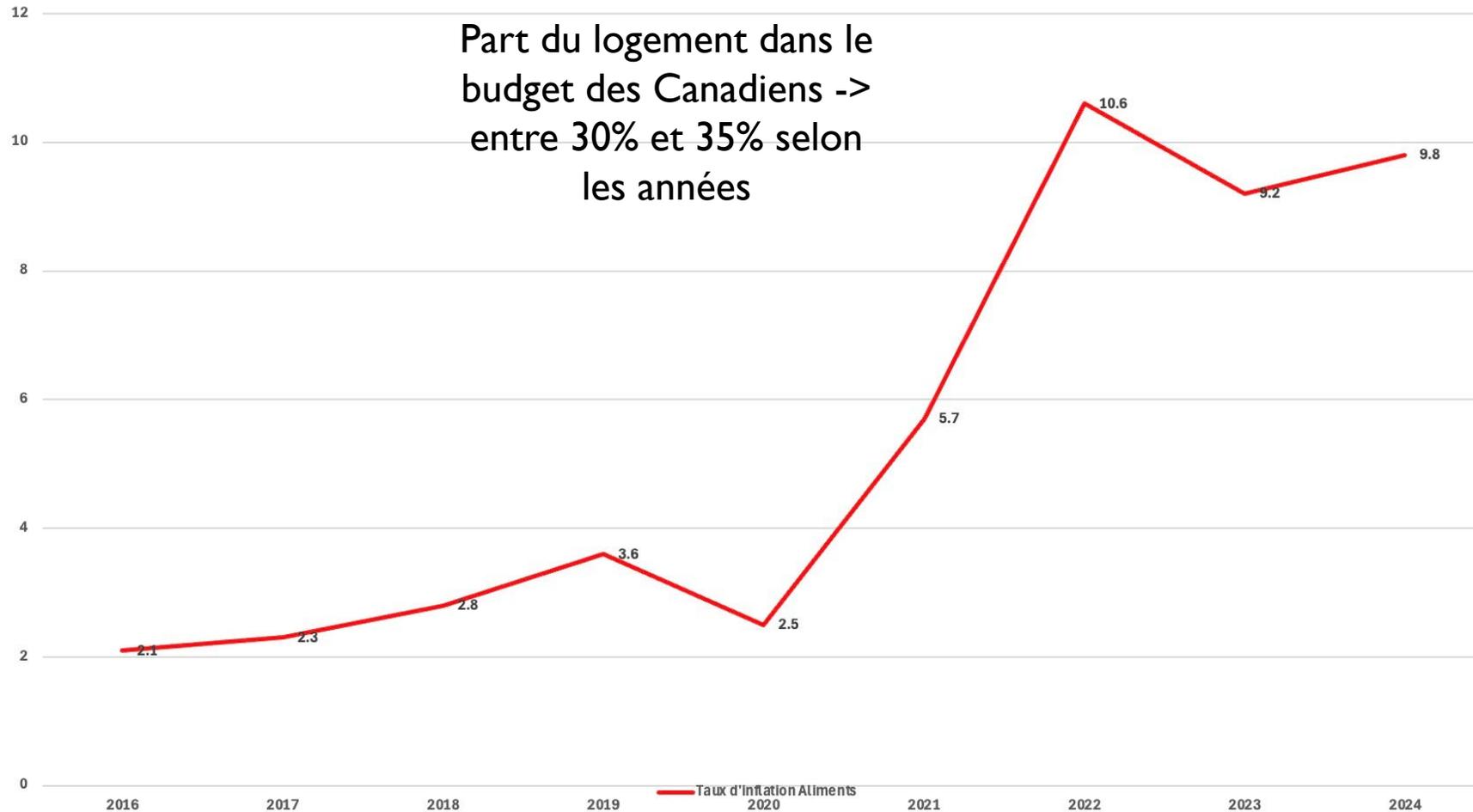
Taux d'inflation Aliments, Canada

Part des aliments et
boissons dans le budget
des Canadiens -> entre
11% et 16% selon les
années

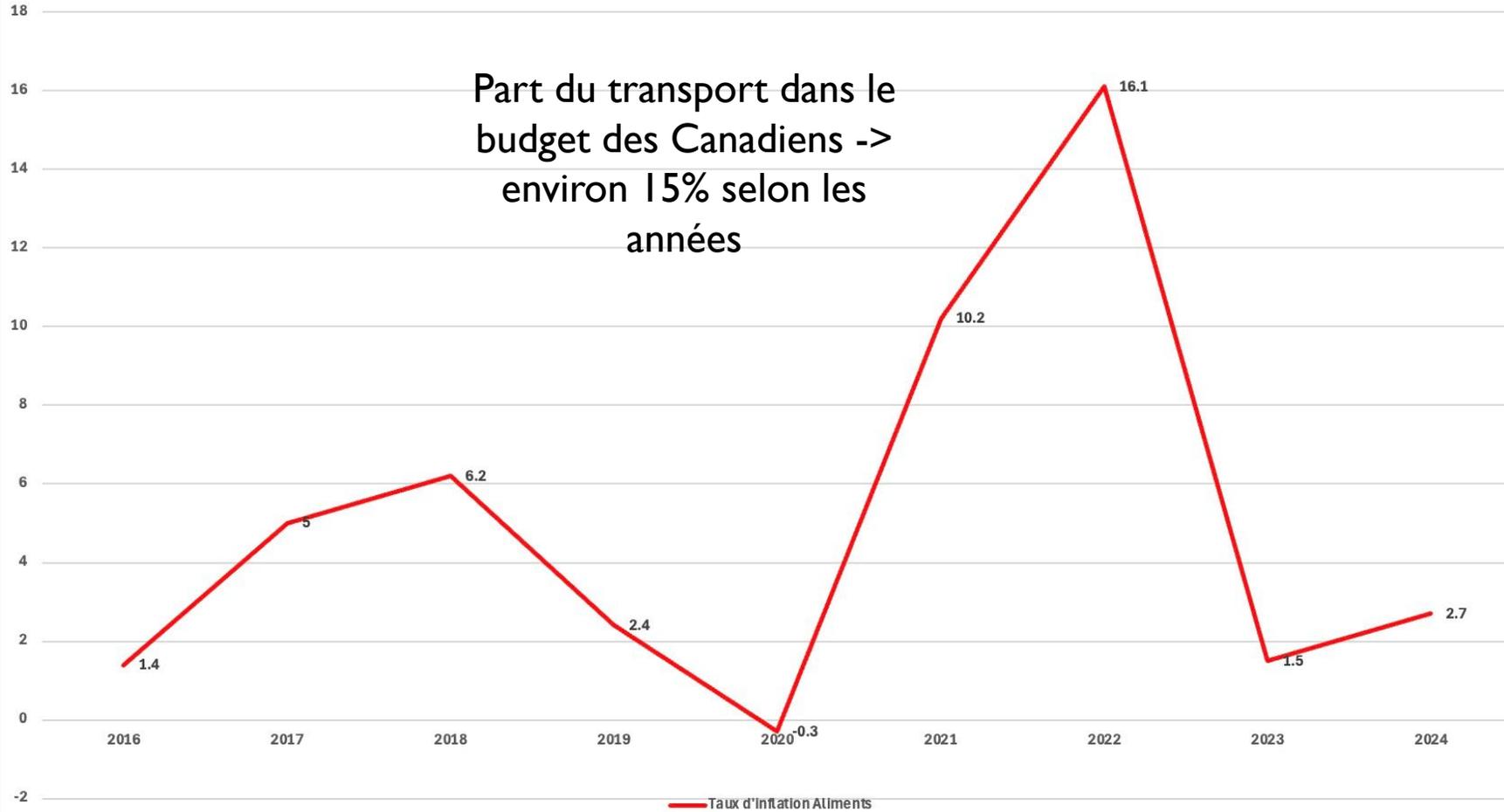


Taux d'inflation Logement, Canada

Part du logement dans le budget des Canadiens -> entre 30% et 35% selon les années



Taux d'inflation Transport, Canada



INFLATION EN 2022

- Ces 3 catégories représentent environ les deux tiers des dépenses des ménages.
- IPC global : L'IPC moyen annuel a augmenté de 6,8 %, soit la plus forte hausse depuis 1982.
- Alimentation : Les prix des aliments achetés en magasin ont augmenté de 9,8 %.
- Logement : Les prix ont augmenté de 6,9 %.
- Transport : Les prix ont augmenté de 10,6 %, et ceux de l'essence de 28,5 %.

IMPACTS SUR LES PLUS VULNÉRABLES



Différentes mesures de faible revenu, Montréal, 2024

	Colonne (1)	Colonne (2)	Colonne (3)
2024	Seuil de pauvreté (MPC) personne seule	Revenu après impôt nécessaire	Revenu viable
RMR Montréal	\$ 25,476	\$ 27,260	\$ 38,479

Calculs de l'auteur selon Statistique Canada Tableau I I-10-0066-01 et IRIS (2024)

Décomposition des composantes de la MPC pour une personne, 2024

					Colonne (4)	
Nourriture	Vêtements	Transport	Logement	Autres dépenses	TOTAL	
\$ 6,812	\$ 1,104	\$ 2,244	\$ 6,456	\$ 6,408	\$ 23,024	

Calculs de l'auteur selon Statistique Canada Tableau I I-10-0066-01 et IRIS (2024)

Ce qu'il reste à une personne seule en 2024 à Montréal selon différentes mesures de faible revenu

	Colonne (1)	Colonne (2)	Colonne (3)
2024	Seuil de pauvreté (MPC) personne seule	Revenu après impôt nécessaire	Revenu viable
RMR Montréal	\$ 25,476	\$ 27,260	\$ 38,479

Colonne (1) moins	Colonne (2) moins	Colonne (3) moins
Colonne (4)	Colonne (4)	Colonne (4)
\$ 2,452	\$ 4,236	\$ 15,455

FACTEURS INFLUENÇANT LA HAUSSE DES PRIX DES ALIMENTS

- Coûts de production accrus (énergie, main-d'œuvre, intrants agricoles)
- Perturbations des chaînes d'approvisionnement (conditions climatiques, tensions géopolitiques)
- Hausse des coûts de transport et logistique

MESURES GOUVERNEMENTALES POUR L'ALIMENTATION (CANADA)

- Remboursement pour l'épicerie en mai 2023 : aide ciblée aux ménages à faible revenu
- Engagement des grandes chaînes d'épicerie à stabiliser les prix en septembre 2023
- Congé partiel de TPS

MESURES GOUVERNEMENTALES POUR L'ALIMENTATION (QUÉBEC)

- Programmes de soutien aux producteurs agricoles pour atténuer les coûts
- Initiatives pour encourager les circuits courts et l'achat local

PREMIER BILAN DES MESURES DE SOUTIEN SUR LE PANIER D'ÉPICERIE

- Aide financière bienvenue mais insuffisante face à la hausse des prix
- Facteurs mondiaux exerçant une pression sur les prix des aliments
- Subventions et aides pouvant créer une demande supplémentaire et possiblement alimenter l'inflation

CONCLUSION SUR L'IMPACT ALIMENTAIRE

- Bien que les aides publiques aient atténué les effets de la crise, elles n'ont pas suffi à stopper l'augmentation du coût du panier d'épicerie.
- **Il reste donc nécessaire d'adopter des stratégies à long terme pour stabiliser les prix et soutenir les consommateurs.**

PÉRENNITÉ DES INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES

- Les crises se multiplient : le soutien public doit-il devenir systématique ?

IMPACT DE LA DETTE PUBLIQUE

- Risques à long terme : déficit budgétaire, inflation, perte de confiance.

DISTORSIONS DU MARCHÉ

- Les aides faussent-elles la concurrence et l'innovation ?

L'ÉTAT ET L'ÉCONOMIE : UN RÔLE À REDÉFINIR?

- Vers une intervention structurelle et permanente de l'État?
- Vers un démantèlement de l'État providence?
- Faut-il plutôt privilégier une approche plus ciblée et temporaire ?

CONCLUSION

- Le soutien public est crucial en temps de crise mais pourrait poser des défis de soutenabilité des finances publiques si ce soutien devient récurrent.

Période de questions





Rosalie Dupont

Co-coordonnatrice, Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie (TACAE)

La réponse gouvernementale aux crises

Perspective critique des réponses gouvernementales d'un point de vue des groupes communautaires actifs en matière de pauvreté et de vulnérabilités.



LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ EN TEMPS DE CRISES

Rosalie Dupont,
co-coordonnatrice de la



TABLE D'ACTION CONTRE
L'APPAUVRISSMENT
DE L'ESTRIE



“TENDRE VERS UN QUÉBEC SANS PAUVRETÉ”

Éliminer la pauvreté ou ou la gérer?

PLAN DE LUTTE À LA PAUVRETÉ

3,9 milliards

1,8 milliards

3,7 milliards

750,1 millions

1

2

3

4



PL1

PL2

PL3

PL4

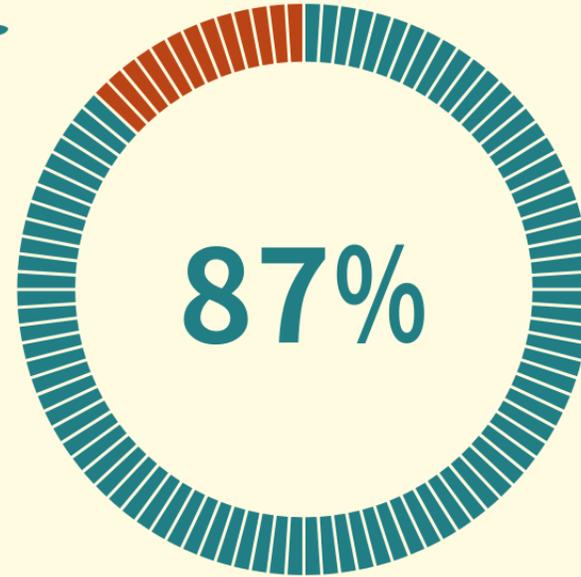
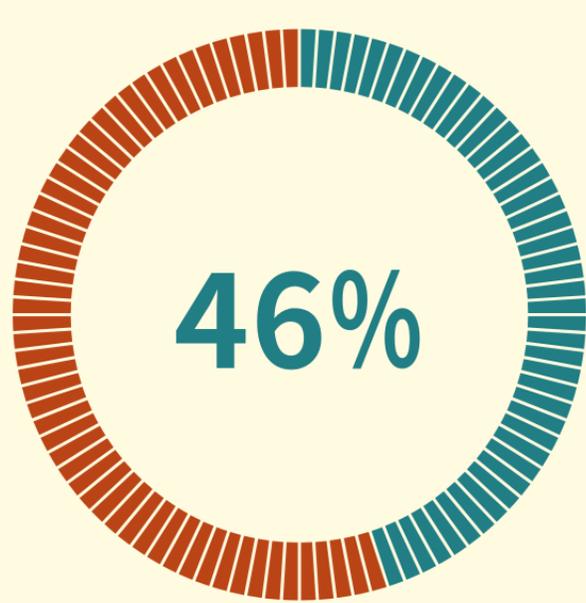


**Allocation
famille**

**Crédit
d'impôt pour
solidarité**

**Revenu
de base**

Couverture des besoins de base sur l'aide sociale:



Couverture des besoins de base avec le revenu de base



UNE RÉFORME “AUTO-FINANCÉE”

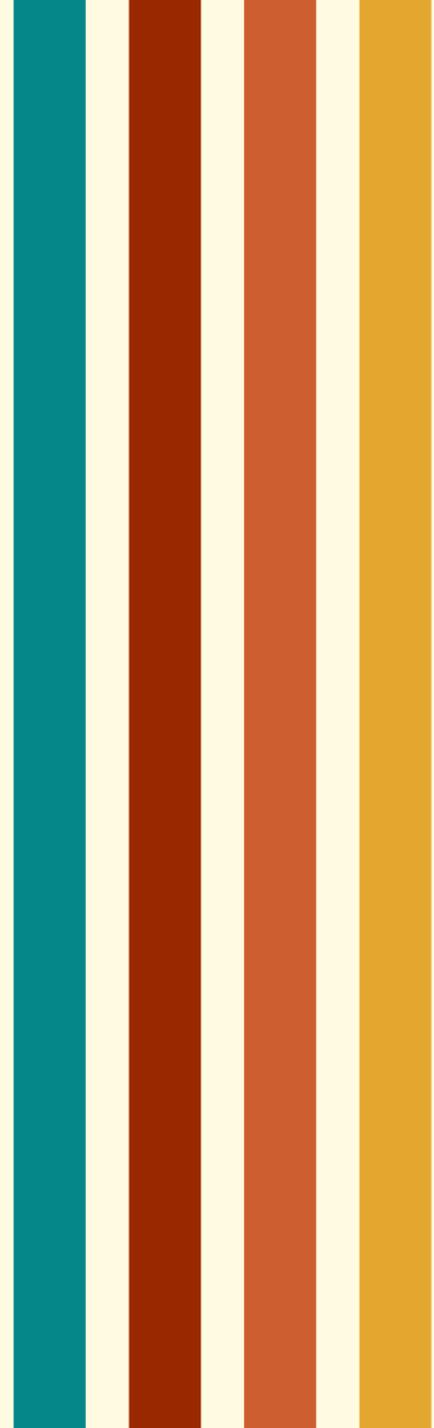
Financée sur le dos des prestataires qui ont des contraintes temporaires

PRÉJUGÉS

**POLITIQUES
PUBLIQUES**



**LA PAUVRETÉ EST UN
ENJEU COLLECTIF ET NON
INDIVIDUEL.**



Période de questions





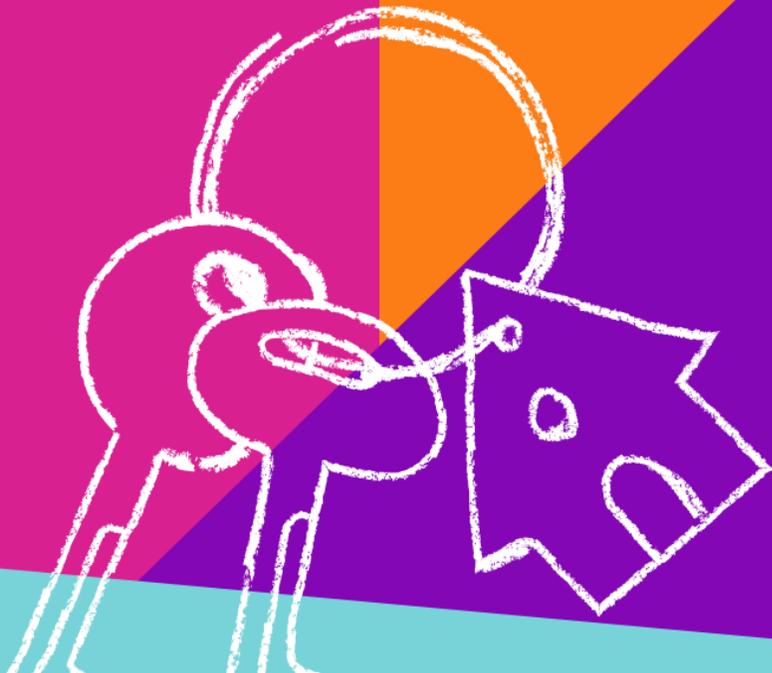
Véronique Laflamme

Porte-parole, Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

La réponse gouvernementale aux crises

Analyse critique des réponses gouvernementales à la crise du logement.

LOGEMENT: UNE
CRISE QUI
ACCENTUE LES
VULNÉRABILITÉS



28 juillet 2021 / Mis à jour le 29 juillet 2021 à 7h43

Sherbrooke vit une de ses pires crises du logement

Manque de logements dans les Laurentides

2021 à 14 h 59 min

Temps de lecture : 5 min

logement abordable à Montréal

TVA NOUVELLES

ACTUALITÉS

MA RÉGION

ARGENT

» RÉGIONAL » EST-DU-QUÉBEC » BAS-SAINT-LAURENT » LA CRISE DU LOGEMENT EMPIRE À RIMOUSKI

37 ménages toujours hébergement d'urgence

La crise du logement empire à Rimouski

Thomas Bourgault | TVA Nouvelles | Publié le 16 juin 2021 à 15:29

Plus de 500 ménages n'ont pas de logement au lendemain du 1er juillet, déplore le FRAPRU

Un 1^{er} juillet marqué par la crise du logement à Saguenay

2 juillet 2021 0h05

Crise du logement à Trois-Rivières : «Du jamais vu»



MARTIN LAFRENIÈRE
Le Nouvelliste



Des familles qui vivent chez des amis, dans des roulotte et même à l'hôtel en attendant de trouver une solution permanente pour avoir un toit au-dessus de la tête : voilà des preuves que la crise du logement frappe fort dans la



13 familles de Saguenay toujours sans logement

ACTUALITÉ SOCIÉTÉ

La pénurie de logis frappe en région

Ce n'est pas seulement à Montréal que des sans-abri peinent à se trouver un logement abordable

Hausse des prix des logements

Des locataires à court d'options

Encore 31 ménages sans logement à Sherbrooke

Des familles sans logis au bout du rouleau à Gatineau

C'EST LA CRISE...



C'EST LA CRISE...

- Spéculation immobilière
- Pénurie de logements
- Logements locatifs hors de prix;
- Augmentations abusives des loyers;
- Expulsions pour louer plus cher;
- Discrimination.



C'EST LA CRISE...

CONSÉQUENCES:

Les loyers augmentent partout et très vite

- **47% au Québec depuis 2018**

Les ménages locataires sont toujours plus nombreux à vivre dans des logements:

- **trop chers,**
- **en mauvais état,**
- **non adaptés à leurs besoins.**

Pour les plus précaires, c'est carrément la rue qui les guette.



HAUSSES DU LOYER MOYEN AU QUÉBEC

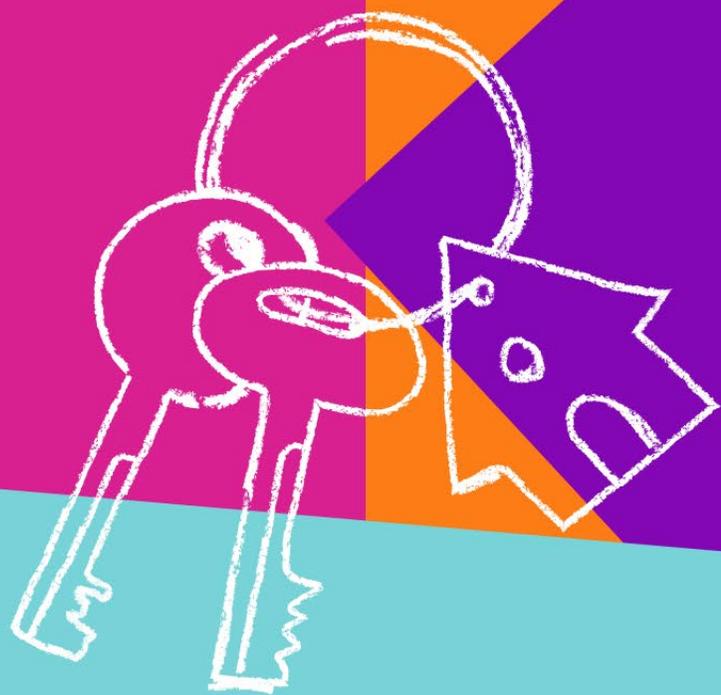
(selon les données du Rapport sur la SCHL)

Centres/Années	Loyer moyen (tous les appart.)		Augm. loyer moyen du marché	Loyer moyen (tous les appart.)	Augm. loyer moyen du marché	Taux d'inoculation
	oct.2023	oct. 2024	un an	oct. 2018	depuis 2018	oct.2024
Saguenay (RMR)	745 \$	846 \$	13,6 %	581 \$	45,6 %	1,6 %
Drummondville (RMR)	838 \$	956 \$	14,1 %	602 \$	58,8 %	1,5 %
Montréal (RMR)	1074 \$	1167 \$	8,7 %	796 \$	46,6 %	2,1 %
Ottawa-Gatineau (RMR (partie Qc))	1198 \$	1329 \$	10,9 %	770 \$	72,6 %	1,9 %
Québec (RMR)	1002 \$	1119 \$	11,7 %	760 \$	47,2 %	0,9 %
Sherbrooke (RMR)	919 \$	997 \$	8,5 %	621 \$	60,5 %	1,4 %
Trois-Rivières (RMR)	747 \$	850 \$	13,8 %	575 \$	47,8 %	0,9 %
Granby (AR)	961 \$	1101 \$	14,6 %	658 \$	67,3 %	**
Joliette (AR)	850 \$	966 \$	13,6 %	658 \$	46,8 %	3,3 %
Rimouski (AR)	749 \$	784 \$	4,7 %	638 \$	22,9 %	1 %
Saint-Hyacinthe (AR)	969 \$	1076 \$	11 %	x	x	1,5 %
Shawinigan (AR)	678 \$	752 \$	10,9 %	477 \$	57,7 %	1,4 %
Rouyn (AR)	793 \$	910 \$	14,8 %	609 \$	49,4 %	0,7 %
Val D'Or (AR)	821 \$	918 \$	11,8 %	626 \$	46,6 %	1 %

LOYER MOYEN ET TAUX D'INOCCUPATION AU QUÉBEC

par année d'octobre 2017 à octobre 2024.





LA CLÉ, C'EST LE
LOGEMENT SOCIAL!

LA CLÉ, C'EST ...

AUGMENTER LE NOMBRE DE LOGEMENTS,
SANS SE PRÉOCCUPER DU PRIX DES LOYERS?

Beaucoup de nouveaux logements se sont construits dans les dernières années. Les **loyers** de ces logements sont très élevés:

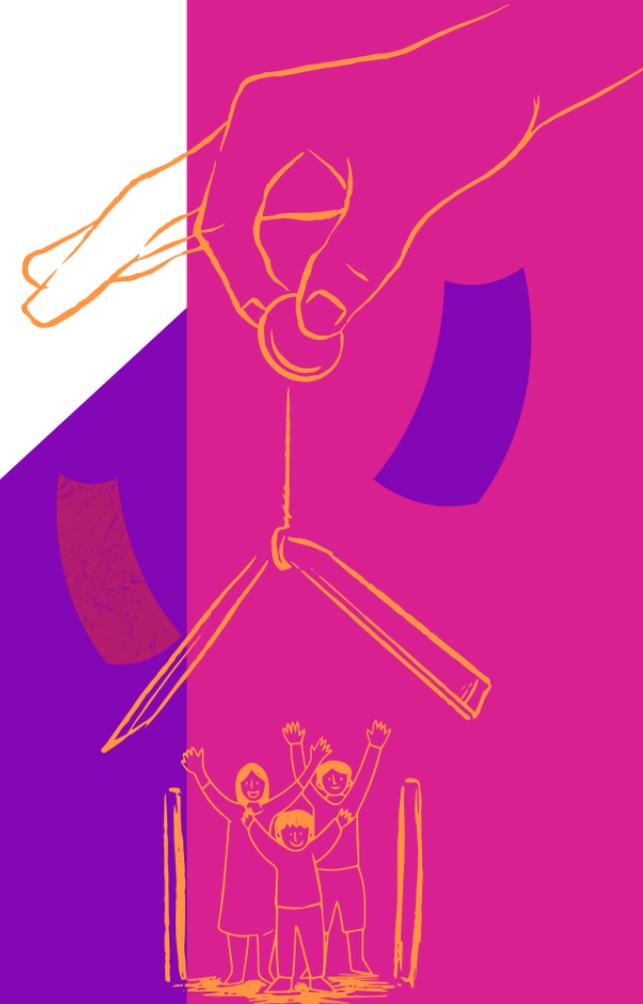
- donc **trop chers pour les locataires à faible revenus.**
- a **participé à augmenter le loyer moyen** du marché locative
- l'effet de ruissellement attendu ne se produira pas



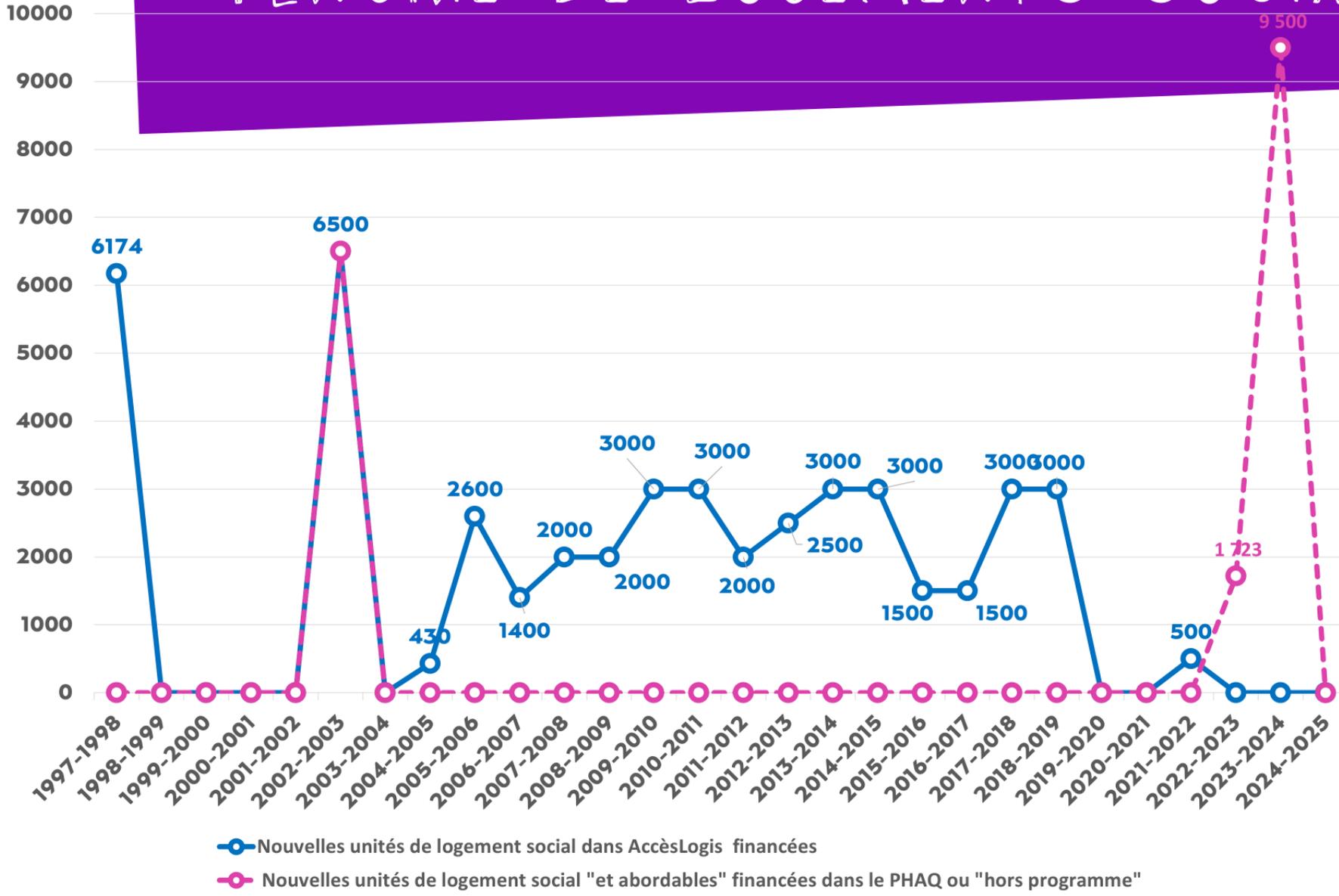
LA CLÉ, C'EST LE LOGEMENT SOCIAL!

LE LOGEMENT SOCIAL, C'EST QUOI?

- Sans but lucratif, appartient à la collectivité
- Subventionné par les gouvernements ce qui permet d'offrir des loyers moins cher que sur le marché privé.
- Existe sous trois grandes formes:
 - logements publics (HLM)
 - Coopératives
 - OSBL d'habitation



PÉNURIE DE LOGEMENTS SOCIAUX



Retrait du fédéral, nous a privé d'environ 85 000 logements sociaux

Insuffisance du nombre d'unités financées depuis 1997 par Québec

Financement au gré des budgets et des mises à jour économique depuis 20 ans

● Nouvelles unités de logement social dans AccèsLogis financées
 ○ Nouvelles unités de logement social "et abordables" financées dans le PHAQ ou "hors programme"

RÉPONSES GOUVERNEMENTALES



OTTAWA

Stratégie nationale sur le logement en 2017

- Allocation-canadienne sur le logement
- Fonds de co-investissement devenu Initiative de logement abordable
- Initiative Financement de la construction de logements locatifs, devenue Programme de prêts pour la construction d'appartements
- Initiative de creation rapide de logement (en 2020)
- Fonds pour l'accélération de la création de logement (en 2023)

115 milliards \$ sur 10 ans



OTTAWA

Jusqu'à tout tout récemment les réponses fédérales ont servi :

- Soit à de l'aide financière individuelle bien insuffisante pour couvrir la hausse des loyers
- Soit à la construction de logements privés généralement trop chers
 - Avec des **définitions et des exigences différentes d'abordabilité**
 - À des logements sociaux, mais malheureusement trop peu si on regarde les milliards \$ investis

115 milliards \$ sur 10 ans
->4 milliards dans le budget 2024,
reserve au logement sans but
lucratif



OTTAWA

Récemment réaffectation des sommes = pas dans la bonne direction, mais **pas encore** de résultat jusqu'ici

- Nouveaux volets du Fonds pour le logement abordable
- Banque de terrains fédéraux
- Programme fédéral de coopératives
- Fonds canadien de protection des loyers

115 milliards \$ sur 10 ans
-> 4 milliards dans le budget 2024, réservé au logement sans but lucratif



QUÉBEC

Plus **de 1 ménage locataire sur 4 consacre** une part démesurée de son revenu aux dépenses de logement en 2021

- **373 615 ménages locataires**, avec un **revenu annuel médian de 23 800\$**. 129 000 paient plus de 50 % avec un revenu de 16 800\$
- Les plus à risque, même si personne n'est à l'abri: les femmes, les personnes seules, les familles monoparentales, les personnes âgées, les jeunes, les personnes discriminées (racisées, membres de communautés LGBTQ2+, etc.)

Les besoins sont connus depuis longtemps et les signes avant-coureurs de la crise

La reconnaissance de la crise s'est faite tardivement et donc la réponse est arrivée tard.



QUÉBEC

- Des trous bien identifiés dans les lois pour protéger adéquatement le parc locatif contre la spéculation et les locataires contre les évictions abusives
- Des milliers (40 000) de locataires à faibles revenus admissibles inscrits sur une liste d'attente pour un HLM
- Pas de programme de résidences étudiantes
- Un retard accumulé dans la livraison du trop petit nombre de logements sociaux programmés
- Pas de prévisibilité dans le financement

La reconnaissance de la crise s'est faite tardivement et donc la réponse est arrivée tard.

Les besoins sont connus depuis longtemps et les signes avant-coureurs de la crise



QUÉBEC

La reconnaissance de la crise s'est faite tardivement et donc la «réponse» est arrivée tard

» ACTUALITÉS » POLITIQUE

Oui, il y a une crise du logement, admet finalement Québec

Québec admet la problématique alors que de grandes villes ont un taux d'inoccupation sous 1 %



NICOLAS LACHANCE

Mardi, 19 avril 2022 00:00

MISE À JOUR Mardi, 19 avril 2022 00:00



DES RÉPONSES?

- Bonification temporaire de l'allocation-logement (avec les fonds fédéraux) annoncée en 2022
 - 100 \$, 150 \$ ou 170 \$ versus un montant entre 50 \$ et 80\$
 - Depuis 2022, le loyer moyen a augmenté de 17,5% au Québec
- Financement de services d'aide à la recherche de logement en 2023



DES RÉPONSES?

Virage vers le logement « abordable »

- 2723 logements sociaux «et abordables» dans le nouveau Programme d'habitation abordable en 2022 et 2023
- 8000 unités de logement social et abordable dans la mise à jour économique de 2023
- Sous-traitance et octroi de fonds publics hors-programme
- Peu de garantie que les ménages les plus vulnérables seront priorités

Depuis 2018, le gouvernement Legault a livré la moitié des 15 000 logements sociaux déjà prévu à son arrivée qu'il avait promis de construire dans son 1^{er} mandat



DES RÉPONSES?

- Nouvelle réglementation québécoise encadrant les locations d'hébergement de courte durée par le biais de plateformes numériques (Airbnb) (2023)
- Moratoire de 3 ans sur les évictions (en 2024)
- Protections supplémentaires des locataires âgés contre les évictions (2024)
- Petite modification sur le loyer maximal pour les immeubles de moins de 5 ans ... les loyers peuvent toujours augmenter autant que les propriétaires veulent
- Nouveaux pouvoirs aux villes
 - dérogation à la réglementation d'urbanisme

**Recul sur la
cession de bail
dans le projet de
loi 31**



CONCLUSION

Les mesures structurantes sont nécessaires pour sortir durablement de la crise et contrer les conséquences des prochaines crises

Il faut renforcer notre filet social

Il faut changer notre système du logement et faire progresser la part occupée par le logement SOCIAL sur le parc locatif

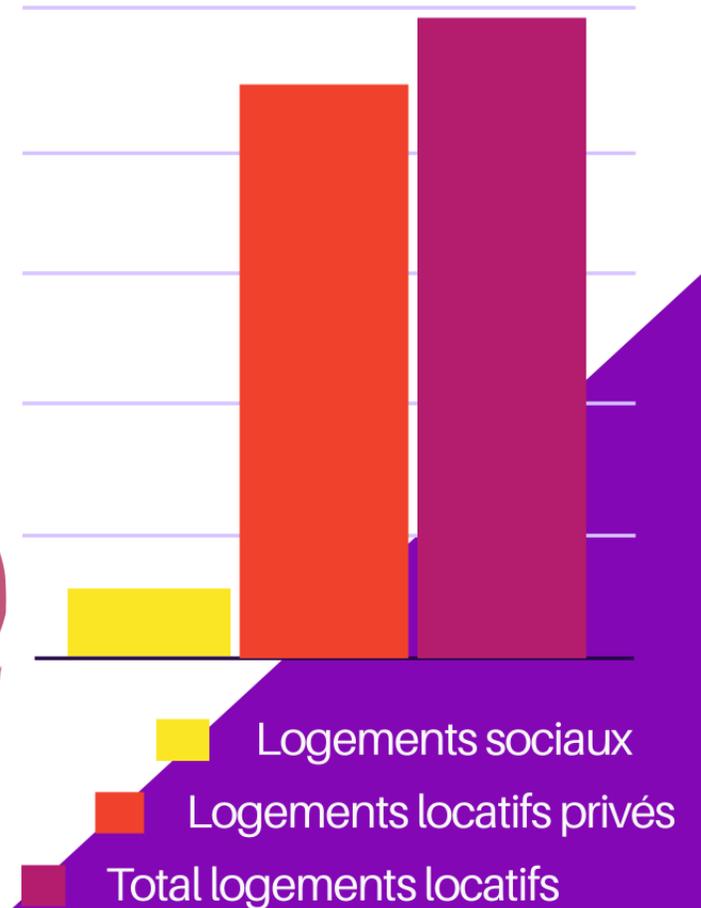
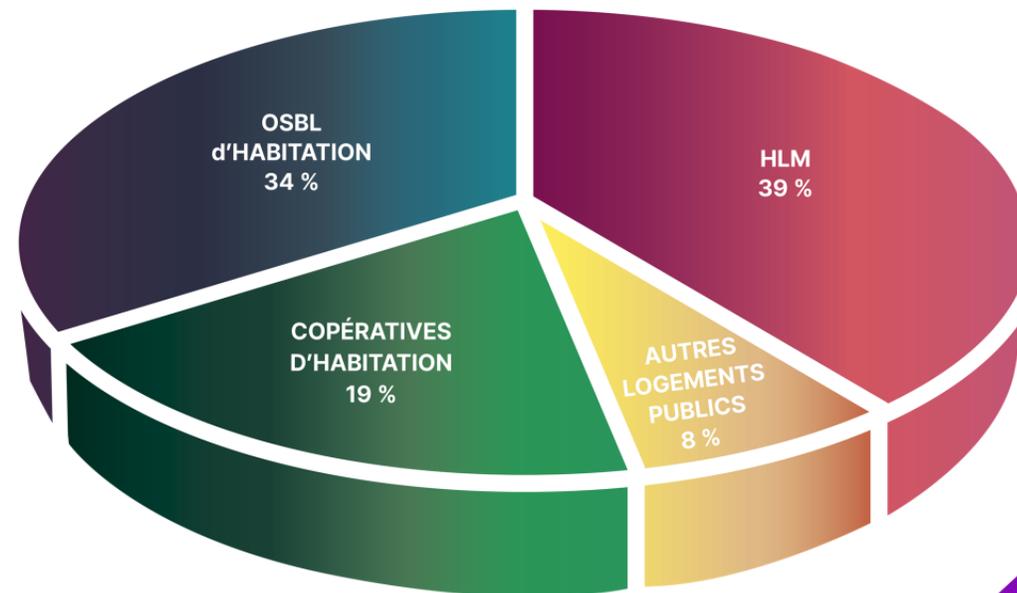


FAIRE PROGRESSER LE LOGEMENT SOCIAL

11% des logements locatifs sont sociaux

- Ces 169 000 logements sociaux agissent comme rempart

La part de logement social doit atteindre **au moins 20%** du parc locatif





METTRE LES BOUCHÉES DOUBLES

Face à la crise:
doubler le nombre de
LOGEMENTS SOCIAUX
au Québec, en 15 ans.

frapru.qc.ca

Période de questions





Pause

SYMPOSIUM

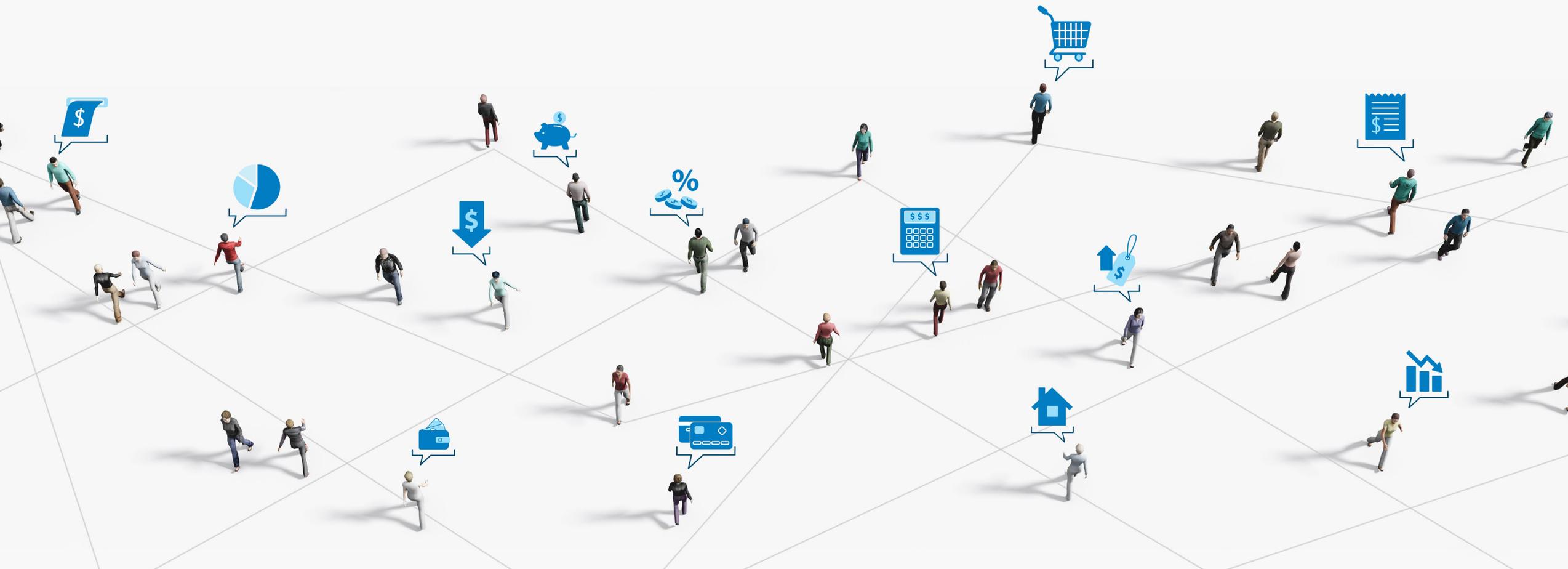
FINANCES PERSONNELLES ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES

Événement présenté par

union
des consommateurs

Avec la participation
financière de

Canada



Les leçons et les solutions, la grande discussion

Panel

Les leçons et les solutions, la grande discussion



Julia Posca

Chercheuse, Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS)



Maude Pugliese

Professeure agrégée, Institut national de la recherche scientifique (INRS) et titulaire, Chaire de recherche du Canada en expériences financières des familles et inégalités de patrimoine



Antoine Genest-Grégoire

Professeur adjoint, Département de fiscalité, Université de Sherbrooke et chercheur, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, École de gestion, Université de Sherbrooke



Geoffroy Boucher

Économiste, Observatoire québécois des inégalités

Période de questions



SYMPOSIUM

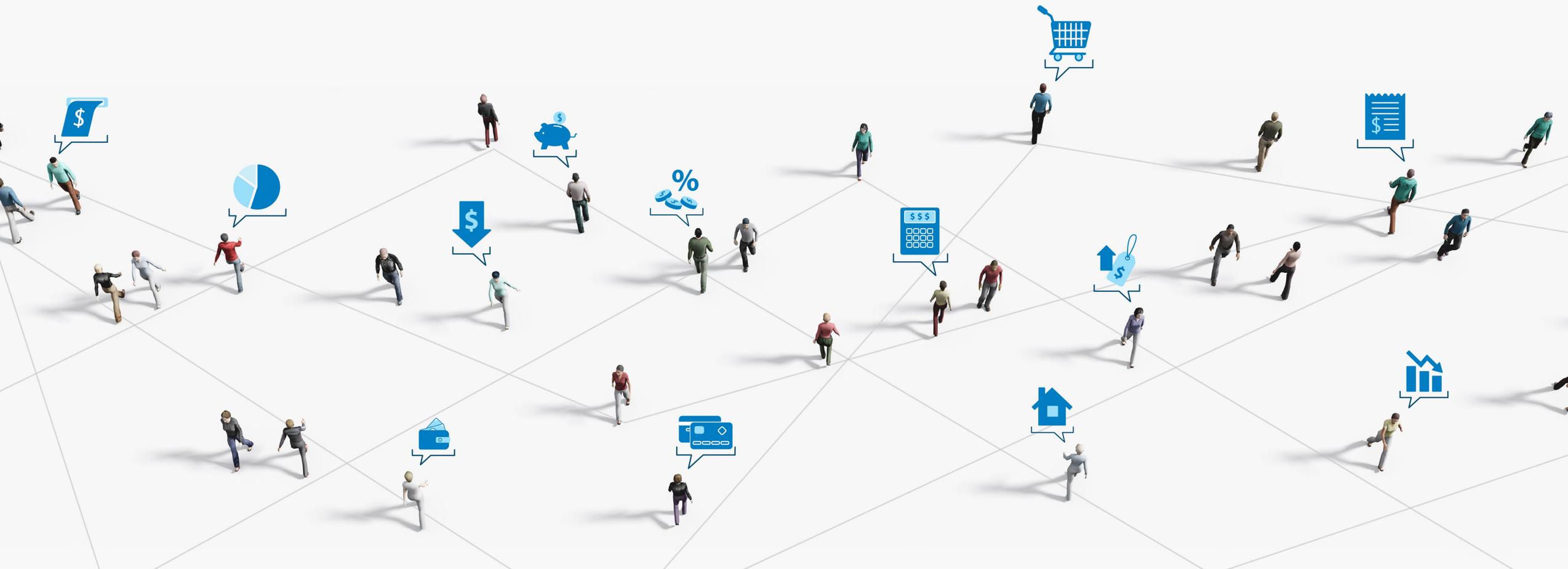
FINANCES PERSONNELLES ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES

Événement présenté par

union
des consommateurs

Avec la participation
financière de

Canada



Merci!

SYM POS IUM

FINANCES PERSONNELLES ET VULNÉRABILITÉ FACE AUX CRISES

Événement présenté par

union
des consommateurs

Avec la participation
financière de

Canada

